

GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

LE NUMERO : 30 F

BIMESTRIEL N°37 — JANVIER-FEVRIER 1988

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 37
janvier-février 1988

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
Dépôt : 41, rue de la Harpe
tél. : 32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER

Directeur de la publication :
Georges POTVIN

Avec la collaboration
pour ce numéro de
Alain Dalotel
Jean Servan
Georges Potvin
Thierry Maricourt
Julien Papp
Pierrette Coudray

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02.42-9705

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA : HISTORY
and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
14 rue de Nanteuil
75015 Paris - Tél. 45.32.06.23

Imprimé en France

Composition :
Scoop Presse Normande
à Evreux

Impression :
27 Offset-Gravigny

COUVERTURE

Libération d'Annecy en août 1944 : après l'ouverture des prisons, les femmes défilent. Voir l'article d'Alain Dalotel sur les maquis de Haute-Savoie.
En dernière page : Le Charlatan, fable illustrée de Florian.

EDITORIAL

En avons-nous assez rêvé, de l'an 2000 !

Robots au service de l'homme, machines nouvelles, énergie inépuisable et bon marché, paix universelle, exploration de l'espace, rencontre peut-être d'autres êtres doués de raison (à supposer que nous en ayions nous-mêmes !) : le développement scientifique, aidé par les ordinateurs de plus en plus perfectionnés, allait permettre tout cela, et bien d'autres choses encore.

A douze ans de l'année millénaire, la désillusion est grande. En dépît des progrès immenses de la technologie et de la science, les élans vers un avenir radieux ont reçu un rude coup d'arrêt. Voici l'humanité clouée pour un temps encore sur cette Terre, avec des millions de malades, des millions de chômeurs, des millions d'affamés; avec la pollution en prime, et les guerres, les guerillas, le terrorisme. Sur ce déprimant tableau, plane la grande peur du nucléaire.

Alors, c'est la panique, comme à l'approche de l'An Mil ? Pas vraiment. L'humanité s'adapte à tout, même au pire, et s'y installe. Evidemment, beaucoup seront morts avant l'année millénaire, et parmi eux un nombre accablant d'enfants. Evidemment, les instincts sanguinaires que l'on cultive, aujourd'hui comme dix siècles plus tôt, souvent au nom des religions, auront tué des milliers d'êtres de tout âge. Evidemment encore, les famines et les épidémies, les accidents et les catastrophes auront prélevé leur dîme.

Cependant notre millénaire diffèrera beaucoup du précédent. S'il se limite également à la chrétienté, hors de laquelle la référence au Christ et donc à notre calendrier est sans réelle signification, la zone d'influence de cette religion s'est considérablement étendue après la "découverte" du Nouveau continent. En revanche, la foi chrétienne semble bien attiédie. Sans doute y aura-t-il à la fin de 1999 quelques orgies, quelques meurtres de fanatiques, quelques poussées de dévotion repentante, voire quelques donations énormes comme il y en eut beaucoup en l'An Mil (et regrettées au matin de 1001...)

Mais rien au fond ne changera subitement. Ni le pire, cette chevauchée des quatre cavaliers de l'Apocalypse sur une partie de la Terre ; ni le meilleur, ces exploits de la médecine ou de la technique bien orientée. Comme rien n'avait changé en 1001...

Car l'Histoire se ressemble souvent, mais elle ne se répète jamais tout à fait : "La même eau ne passe jamais deux fois sous le même pont" affirmait Héraclite.

Georges POTVIN

DU MONT-BLANC AUX GLIERES : LES MAQUIS DE HAUTE-SAVOIE

Fin 1943 : la Haute-Savoie échappe au contrôle des troupes d'occupation allemande et à celui des forces de l'ordre du gouvernement de Vichy. Les maquis de l'Armée secrète et des Francs-tireurs et partisans français règnent sur les montagnes. L'un d'entre eux celui des Glières, finalement écrasé en mars 1944, se prépare. Il deviendra l'un des grands symboles de la résistance nationale. Presque un mythe. Cet épisode tragique n'a-t-il été qu'un moment privilégié dans cette lutte ? On peut le penser : en Haute-Savoie comme ailleurs, la résistance a eu du mal à trouver, puis à garder son unité.

Le Savoyard est lent à se décider

La Haute-Savoie est resté longtemps relativement passive. Pour Humbert Clair, l'un des responsables de l'Armée secrète : "le Savoyard est solide, courageux, mais lent à se décider (...) il aime l'ordre et a le respect du chef (...). A l'armistice, cela a joué à plein en faveur de Pétain."

Cependant, si la Légion des combattants du Maréchal a eu tout d'abord un incontestable succès, si beaucoup sont restés jusqu'en 1943 observateurs, il y a eu des résistants dans la région dès 1940. L'un de ceux-ci est Vallette d'Oslia, le commandant du très populaire 27e bataillon de chasseurs alpins.

Au-dessus du chasseur, il y a Dieu...

Au 27e d'Annecy règne "l'esprit chasseur", un mélange de goût traditionnel pour le baroud (en 1845, à Sidi Brahim, en Algérie, des chasseurs se battent jusqu'aux derniers contre les hommes d'Abd-El-Kader très supérieurs en nombre) et de patriotisme régional. Les chasseurs cultivent en outre une mentalité élitaire. Un de leurs dictons dit : "Au-dessus de tout, il y a Dieu, en dessous de Dieu il y a le chasseur, au-dessous du chasseur il y a la montagne et au-dessous il y a le reste." Le 27e, qui s'est bravement battu en juin 40 au prix de grosses pertes, supporte donc mal l'humiliation de la défaite.

Reconstitué avec des volontaires, dont des Alsaciens-Lorrains, il fait partie de l'armée d'armistice. Son nouveau commandant, Vallette d'Osia, a décidé dès juin 40 de "faire quelque chose". Pour lui, l'armistice n'est pas la fin de la guerre. Il compte imiter les Allemands de 1806 et 1918 en reconstruisant secrètement un outil militaire. Il entraîne donc son bataillon à des opérations "coups de poings" en montagne : 60 km en 24 heures ou 480 km en huit jours, s'applique à mettre sur pied une mobilisation clandestine, avec l'aide des gendarmes et des "bonnes volontés locales", et camoufle des armes. En se jouant des Italiens, Vallette d'Osia, avec toute une équipe du 27e et de sympathisants, fait disparaître une

Les officiers du 27e BCA le 16 mars 1942 : ils s'engagèrent tous, sauf un, dans la Résistance.



grosse quantité de matériel de guerre dans une trentaine de dépôts. Il pense alors que Vichy peut vouloir la revanche. Lorsque son adjoint, le capitaine Anjot, pressent des officiers de réserve, il dit que c'est pour "servir le Maréchal".

Monsieur Faure

En novembre 1942, les Allemands envahissent la zone sud. Le débarquement allié a eu lieu en Afrique du Nord, non en Provence comme espéré. L'armée d'armistice est désarmée. Au 27ᵉ, certains proposent de "faire Sidi Brahim" ou de "prendre le maquis" avec 4 ou 500 hommes.

Vallette d'Osia doit entrer dans la clandestinité. Sur la demande de civils, il prend le commandement militaire des forces de résistance de la région sous le nom de *Monsieur Faure*. Tous les jeunes officiers du 27ᵉ sauf un, se mettent à sa disposition et doivent faire l'apprentissage difficile de la vie clandestine. De là date, en Haute-Savoie, l'Armée secrète (AS).

Voulant s'insérer dans un ensemble, "M. Faure" essaye de nouer des liaisons dans l'Isère, à Lyon, et aussi en Algérie auprès du général Giraud (le rival de De Gaulle), mais les directives de celui-ci sont "décevantes". Finalement, une dizaine de dépôts ayant été sauvés, de quoi armer 1 000 hommes, il cherche à constituer un nouvel outil, à base de civils volontaires. Mais il ne saura jamais de combien d'effectifs il aurait pu disposer. L'organisation, début 1943, reste "assez embryonnaire".

Sur la Haute-Savoie, d'autres forces de résistance se sont levées. Il y a eu d'abord des réseaux de passeurs et de renseignements, et puis les mouvements qui, d'ailleurs, ont contacté d'Osia. Il y en a trois : Franc-Tireur, Combat et Libération. Les deux premiers recrutent surtout dans les "cadres", le troisième chez les syndicalistes. Dans la région, ils comprennent dans leurs rangs des personnalités comme le futur ministre Lacoste, percepteur à Thonon, ou de Menthon, professeur et futur garde des Sceaux de De Gaulle. Dès 1941, l'unité d'action syndicale est en bonne voie. Paul Viret, militant CFTC, responsable de Libération, forme en octobre 1942 l'Union départementale clandestine CFTC-CGT.

Quelle que soit leur appartenance, les adhérents des mouvements diffusent la presse clandestine en général. Il y a des contacts. Certains lieux sont des "repaires", comme l'auberge du Lyonnais, tenue à Annecy par Flora et Jean-Marie Saulnier. Début 1943, les Mouvements unis de résistance (MUR) sont constitués.

Il faut distinguer l'organisation FTP, qui compte dans ses cadres de nombreux communistes et va s'implanter dans la zone montagneuse du Chablais, au nord, près de la Suisse. Les "triangles" clandestins apparus dans les milieux ouvriers donnent finalement naissance aux FTP. Mais quand, en janvier 1943, Louis Aulagne, délégué fédéral CGT, vient prendre son commandement, il n'y a pratiquement pas d'organisation à caractère militaire.

De "jeunes égarés" fuient le STO pour les maquis

La loi sur le service du travail obligatoire (STO), en février 1943, qui vise à fournir de la main-d'œuvre à l'économie de guerre allemande, provoque la fuite de jeunes des classes 40, 41 et 42. Les "maquis" apparaissent.

La Haute-Savoie, terre d'accueil, va abriter un grand nombre de ces réfractaires. Les rumeurs les plus folles courent. Il est question de dizaines de milliers de rebelles bien armés, encadrés par des officiers, de combats, etc. Du côté de la collaboration on reconnaît que des "jeunes égarés", parfois "douteux" ont "tenté de se dérober à leur devoir", mais c'est "sur l'instigation d'agitateurs communistes et gaullistes, étrangers à la région qui travaillent pour le compte d'intérêts qui ne sont pas ceux de la France."

Les camps de la région de Thonon ont d'abord attiré l'attention — dès le 1ᵉʳ mars, un camp FTP de plus de 200 jeunes est installé sur le Mont Draillant — mais il y en a un peu partout dans tous les massifs montagneux, du Mont Blanc aux Aravis. Combien sont ces jeunes ? Vers le 20, il ne resterait plus, selon le *Journal des débats*, que "quelques éléments isolés". En fait, bien que certains camps soient momentanément dispersés par les Groupes mobiles de réserve (GMR), le mouve-

L'ARRIVEE DES JEUNES REFRACTAIRES DANS LES MAQUIS DE HAUTE-SAVOIE (mars 1943)

Le train arrive en gare de Bonneville. Un cheminot descend du wagon en même temps que moi et me fait signe de le suivre.

Il me conduit hors de la gare et m'indique la direction que je dois prendre pour aller au Mont-Saxonnex. Merci mon ami.

Je respire à pleins poumons, j'ai l'impression que dans ce beau pays, je vais revivre. J'avance lentement, dévorant des yeux ces hautes montagnes blanches qui doivent me protéger et qui semblent encore si loin. Une brave dame à qui je demande la route du Mont me renseigne très gentiment. Ce n'est bon sang pas marqué sur ma figure que je suis un hors-la-loi, mais elle l'a deviné, j'en suis sûr ! Je le vois à son regard compatissant. Je ne suis pourtant pas à plaindre, je suis libre ! Longtemps, longtemps je grimpe... Chaque fois que je demande aux gens que je rencontre si je suis encore loin du sommet, invariablement on me répond : Quatre à cinq tournants seulement...

Je rattrape un jeune garçon de mon âge qui, lui aussi, a un drôle d'air. Il me demande si je connais le Mont-Saxonnex. A ma réponse négative, il me dit que c'est la première fois qu'il vient en Haute-Savoie, qu'il vient se reposer, mais qu'avant il va rendre visite au curé. Ses explications confuses et sa visite à la cure me font comprendre que je suis en face d'un futur maquisard. Je ne lui fais aucune confidence ; presque en silence nous continuons notre route ensemble... en comptant les tournants... jusqu'au dernier.

Le Mont-Saxonnex ! Ça y est ! Nous reprenons courage et nous nous dirigeons vers l'église. Qu'elle est majestueuse ! Quel emplacement ! Cet endroit est magnifique ! Nous dominons une immense et merveilleuse vallée et sommes dominés par d'impressionnantes montagnes. Nous frappons à la porte de la cure. La porte s'ouvre et le curé nous reçoit très aimablement, mais séparément. Il me fait asseoir, me questionne et après beaucoup d'explications — je le devine prudent — me dit de prendre patience. Il me quitte pour revenir un moment plus tard accompagné cette fois de mon compagnon de route qui me tend fraternellement la main.

Le curé nous dit de descendre au village et de l'attendre. Nous commençons à être claqués et affamés. Le curé arrive enfin, passe devant nous, et d'un geste de la main nous fait comprendre que nous devons le suivre. Nous le suivons à distance. Dès la sortie du village, il s'arrête et nous l'imitons. Pendant un moment nous restons sur place et échangeons les nouvelles que nous possédons sur nos différentes régions.

Enfin arrivent plusieurs personnes. Le curé nous présente le lieutenant d'Arvey, le chef Richard et un autre gars dont j'ai oublié le nom. Après de vifs remerciements à ce courageux curé, notre petit groupe démarre. Quel espoir, quel fol espoir de retrouver notre France libre, nous saisit ! Quelques minutes après avoir quitté le village, on fait une halte dans une ferme. Ses habitants, fervents partisans de notre cause, nous donnent à manger. Ah, quel délice ! Quel cidre ! Réconfortés par ce bon casse-croûte et par tant d'amitié, nous reprenons notre marche et pendant au moins une heure encore, nous grimpons. Quand on arrive vers la grange des Baud, grange appartenant à Jean Badsa, d'Arvey nous dit : Nous y sommes ! Voilà notre camp, voilà nos nouveaux amis ; nous logeons ici depuis hier. Je compte le groupe. Sept au total. C'est peu. Il n'y a pas de problème pour s'installer, car la grange est grande. Pas de feu, pas de lumière. Par contre l'air ne manque pas. Il rentre de partout... mais c'est quand même un abri appréciable. La nuit est là depuis un bon moment. Pour nous, les deux nouveaux, nous sommes dispensés de garde pour cette nuit. Tant bien que mal on s'allonge sur le plancher. Le sommeil m'anéantit d'un coup... Le réveil est gai pour ce premier matin... tous les gars chantent. Je me lève et en sortant je découvre un mât où le drapeau français flotte fièrement. C'est beau...

UN OFFICIER A LA RENCONTRE DES MAQUISARDS (mars 1943)

Le camp rustique vers lequel je me dirige est l'un des premiers qui aient été établis en Haute-Savoie. Comme j'ai hâte de le voir ! Je marche à travers des sous-bois ; la neige se fait épaisse. Arrivé à la clairière qui m'a été indiquée, j'agite le bras droit ; c'est le signal convenu. Rien, tout d'abord. Je lance plusieurs appels, et j'attends. Enfin, apparaissent trois hommes vêtus en paysans, un fusil de chasse sur l'épaule. Ils ont l'air méfiant. Mes bras se démènent pour leur inspirer confiance.

Une forte émotion s'empare de moi. Me voilà donc enfin dans ce maquis de Haute-Savoie dont, depuis quelques jours, on parle tant. De la zone occupée, humiliée, j'ai passé à un morceau de France libre où de braves gens sont prêts à mourir plutôt que de se laisser réduire en esclavage. Au-delà de ce petit col que je viens de franchir, commence une vie rude et pénible, une vie totalement digne.

Sur le visage de mes nouveaux compagnons se lit la dure existence qu'ils mènent déjà depuis quelque temps : une barbe de plusieurs jours, l'œil aux aguets, parfois même une expression de bête traquée. Et, avec cela, une belle allure de fierté ; le sentiment de la tâche nécessaire éclaire leur face offerte à la neige et aux intempéries. Ils sont très méfiants, mes nouveaux compagnons ; l'interrogatoire qu'il me faut subir me rappelle celui d'Antibes. Je leur explique que des avions anglais vont, d'ici demain, nous parachuter des armes. Cet espoir — ces armes qui vont leur tomber du ciel — cela leur paraît presque trop beau, presque fabuleux. Entre l'enthousiasme et le soupçon, ils hésitent...

Entre temps, nous sommes entrés dans l'un des chalets. Là, nous trouvons d'autres camarades. Trois d'entre eux — les plus importants sans doute — se retirent dans un coin de la pièce et discutent entre eux. Et l'interrogatoire reprend ensuite de plus belle. Comment les convaincre que je ne suis pas un espion ?

Malgré leur méfiance, je parviens à leur donner des ordres, à leur faire préparer, sur tout le terrain favorable à la réception, de grands feux qu'il suffira d'allumer au dernier moment. Pendant ces opérations, je suis escorté de deux gardes du corps qui, pas un instant, ne me perdent de vue...

Ceci fait, il s'agissait de manger. Dans la pièce enfumée, ce fut presque un repas de sorcières. Dans une grande marmite cuisaient les inévitables pommes de terre. De temps en temps, quand la fumée nous aveuglait, on ouvrait toute grande la porte et le froid du dehors s'engouffrait dans la chambre, nous transperçait jusqu'aux os.

Cependant, l'atmosphère morale se réchauffait peu à peu. Un petit chasseur du 27e, qui me reconnut et s'écria joyeusement : "Mais c'est le lieutenant Monnet" contribua à la détente. Ils commencèrent à me parler de tous leurs soucis, personnels et patriotiques : la femme, le gosse laissés là-bas dans la plaine, les champs, la maison. Et ce grand espoir qui planait au-dessus de tout, l'espoir du débarquement...

Extrait de Monnet
"Dans les maquis de Haute-Savoie"

ment vers le maquis va se poursuivre, provoqué par la presse et par la rumeur qui circule de bouche à oreille. C'est souvent individuellement ou par deux, copains ou frères, que des jeunes de Paris, Lyon ou Marseille, convoqués au STO, décident de "prendre le maquis". Arrivés par le train en Haute-Savoie, ils sont alors pris en main. Troisième grand pourvoyeur du réfractariat : Lamy, l'inspecteur du travail du département, qui sabote systématiquement le STO en plaçant des jeunes dans l'agriculture ou les industries. Lors d'une réunion à Lyon, on s'apercevra que 2,3 % de requis haut-savoyards seulement sont partis pour l'Allemagne, les chiffres moyens étant de 25 à 40 % !



Le lieutenant Théodore Morel (Tom). Premier commandant du Plateau des Glières, il fut assassiné à Entremont le 9 mars 1944 par Lefèvre, officier de GMR.

Vallette d'Osia, sollicité par les MUR pour se mettre à la tête de ces troupes imprévues, estime les réfractaires à 5 000. C'est lourd à supporter pour les paysans du coin. Finalement, l'AS mais aussi les FTP vont en encadrer une partie. Vallette d'Osia va en "nourrir" 2 500, avec de l'argent américain recueilli en Suisse, cinq millions par mois.

L'AS se met en place sur la base de neuf secteurs, chacun comptant un certain nombre de camps. Celui de Bonneville, par exemple, en a une douzaine contenant de 15 à 120 jeunes. Les camps se déplacent assez fréquemment pour fuir les GMR. L'étiquette du groupe n'est pas toujours très claire et dépend souvent des chefs. Un maquisard peut apprendre un beau jour qu'il fait partie des FTP. Un groupe de l'AS peut passer aux FTP ou inversement.

L'encadrement sera toujours insuffisant. Quelques officiers et sous-officiers ont gagné le maquis, quelques "intellectuels" aussi. Peu. Les étudiants y sont rares. Le gros de la troupe est formé par des ouvriers et des paysans, les premiers majoritaires. Le niveau d'instruction se situe au certificat d'études primaires.

L'armement, malgré quelques parachutages et quelques récupérations sur l'ennemi, restera dérisoire : une arme pour 30 à 50 maquisards dans l'AS (une partie de l'arsenal reste cachée) ; chez les FTP, c'est au début une vraie misère ; ils doivent abattre des pylones à la scie à métaux ! Les maquis ne peuvent guère se défendre. Celui des confins n'aura que deux mitraillettes à opposer aux Italiens, et dans le GF de Thones, le même revolver passera de main en main.

Dans ce contexte de dénuement, l'action ne consiste tout d'abord qu'en "coups de main" sur des chantiers de jeunesse, des fruitières, des épiceries-tabacs ou des mairies pour avoir des vêtements ou du ravitaillement. Certaines opérations sont strictement militaires (grand raid de l'AS sur Chambéry le 29 mai), mais avec la population, les maquisards évitent les violences, délivrant des bons s'ils ne peuvent payer. D'autre part, les jeunes réfractaires travaillent volontiers dans les fermes où les bras manquent : c'est une sorte de contrat moral avec les paysans.



Le capitaine Maurice Anjot (Bayard). Second commandant du Plateau des Glières, il fut tué lors de la retraite à Naves le 28 mars 1944.

Il y a cependant des bandes incontrôlées de faux maquisards contre lesquels l'AS et les FTP mettent sur pied, chacun de leur côté, une "police du maquis". Des services de renseignements et des groupes francs se développent pour repérer les "agents ennemis". Ils se chargeront aussi du ravitaillement et de la recherche d'emplacement pour les nouveaux camps, dont certains seront des centres de tri. Cette épreuve déconcerte les néophytes qui découvrent dans les maquis une atmosphère de méfiance et de violence. On y parle beaucoup de "buter" d'innombrables ennemis. Dans ce milieu un peu flou, où les gens ont tous des pseudonymes volontiers fantaisistes, l'imagination se donne libre cours mais, en fait, on s'ennuie beaucoup.

Pendant plusieurs mois, le niveau de l'action reste modeste, voire nul, y compris chez les FTP. Les troupes italiennes sont, il est vrai, peu combatives, même si leur police secrète, l'OVRA, et quelques

''BONS'' ET ''MAUVAIS'' MAQUISARDS

Au cours de ce repas, deux nouveaux venus, accompagnés de leurs femmes, ont fait leur apparition dans notre salle à manger, et je ne sais quoi m'a donné à penser qu'ils étaient aussi des maquisards. Pourtant, ils ont feint d'ignorer mes amis. Cette attitude m'a semblé étrange, je m'en suis ouvert à Robert :

— Ce sont des maquisards, m'a-t-il confirmé, mais ce sont des salauds !

Appréciation qui ne m'a pas surpris outre mesure, après les réflexions que j'avais déjà eu l'occasion d'entendre !

L'un des garçons portait une veste de cuir. Son visage était ingrat et fermé. Il y avait dans toute sa personne quelque chose de buté.

— Nous lui avons sauvé la vie, et depuis ce jour-là il a tout fait pour se brouiller avec nous ! m'a dit le sous-lieutenant D.

— Une histoire de femmes ? demandai-je.

Mon interlocuteur a haussé les épaules ; mais à cette époque, lui-même ne soupçonnait pas les causes de cette attitude.

D'après les renseignements que j'ai recueillis, l'homme à la veste de cuir a été mécanicien dans un garage lyonnais. Un beau jour, il avait pris le maquis avec quelques jeunes gens après avoir fait main basse sur les motocyclettes du patron. Ils avaient gagné la Haute-Savoie où la bande s'était rapidement disloquée et il était le seul à être resté dans cette région. Ensuite son aventure était devenue plus compliquée. Il semble que son patron avait retrouvé sa trace et qu'il s'était rendu à Bonneville dans l'espoir de récupérer son matériel. Son employé l'y avait découvert et fait probablement passer aux yeux de ses camarades naïfs pour un agent à la solde des Allemands.

L'équipe de Robert avait tendu un traquenard au garagiste. Le pauvre avait été rossé et laissé sur le terrain en piteux état. Il avait abandonné la partie. Avait-il dénoncé son ex-commis à la gendarmerie, ou ne fut-ce qu'une coïncidence, mais à quelque temps de là, celui-ci avait été appréhendé par la milice française et conduit à la prison de Bonneville. Le capitaine Lachenal veillait. Averti que le détenu serait transféré à Annecy, il avait décidé d'intervenir et fait appel au sous-lieutenant D et ses camarades.

Le jour dit, le capitaine Lachenal s'est embusqué avec ses hommes près de là. Le prisonnier paraît ; l'officier, revolver au poing, bondit sur les deux gendarmes et leur ordonne de relâcher le maquisard. L'un d'eux refuse d'obtempérer, sort son arme. Le capitaine veut tirer en l'air, mais son pistolet s'enraye. D. intervient précipitamment et blesse l'un des soldats. Le captif était libéré. Et ce même captif est maintenant fâché avec ses compagnons ! Cette attitude a encore aggravé le sentiment indéfinissable de malaise que je ressentais depuis mon arrivée au Mont Saxonnex.

Extraits de *Cet être si nu, souvenir de la résistance en Haute-Savoie*, de S. Beer

officiers font du zèle. Dans les salles de cinéma, les jeunes réfractaires s'amusent à couper les plumes des chapeaux des ''alpini''. Pourtant les choses se gâtent à partir de juin : des camps sont attaqués, il y a des morts, des blessés, des prisonniers, des déportés. Des foules massives assistent aux obsèques des jeunes tués lors des engagements.

''Les macaronis sont cuits, les fritz vont être frits''

Début septembre 1943, après la capitulation italienne devant les alliés, les Allemands arrivent. Le contexte est difficile. Vallette d'Osia a en effet des problèmes. Il veut alléger les camps, sans doute pour les rendre plus efficaces. D'autre part, il juge que les FTP n'en font qu'à leur tête et songe à dénoncer l'accord passé avec eux. L'AS veut ''préparer son affaire pour la déclencher au moment du débarquement'' tandis que les FTP préconisent des ''actions immédiates''.

Le besoin d'action se fait sentir. Vallette d'Osia admet donc qu'on peut ''commencer dès maintenant le châtiment des grands coupables et intimider les apprentis traîtres''. Un jeune Breton, François Servant (le lieutenant *Simon*) organise sur Thorens un groupe franc où il intègre des FTP. La poudre avait commencé à parler en juillet-août contre les ''espions'', mais c'est à ce moment que les attentats se multiplient. Un tract donne le ton : ''les macaronis sont cuits, les fritz vont être frits. Miliciens, légionnaires, gare à la fessée''.

On règle leur compte aux Italiens accusés d'avoir travaillé avec les premiers occupants, puis c'est au tour des agents de la Gestapo et de certains policiers français, enfin à tous ceux qu'un tract FTP désignait comme la ''racaille SOL-PPF et autres vendus''

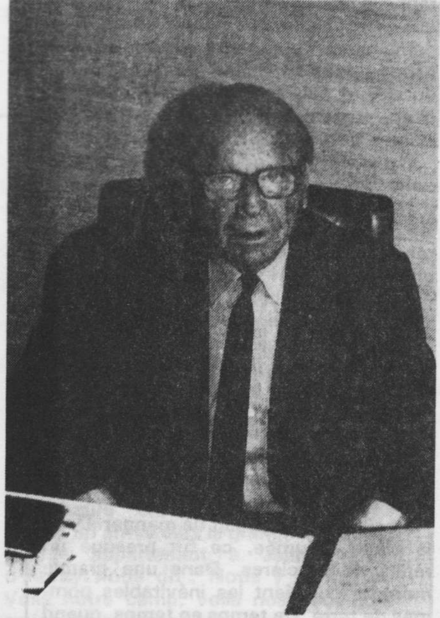
La répression va cependant désorganiser les états-majors. Plusieurs officiers de l'AS sont arrêtés par la Gestapo, dont Vallette d'Osia (14 septembre), Clair (30 septembre) ; chez les FTP, Cochard (*Fraisse*), en place depuis avril, ''tombe''. S'il est très vite remplacé par Nodelon (*Montagny*), il y a néanmoins quelques tâtonnements. Dans l'AS, c'est carrément une période de flottement et de cafouillage, on y frôle l'effondrement. M. Faure est tout d'abord remplacé par Vauquois, un homme des MUR, qui veut redonner le pouvoir aux ''civils'', puis Monnet (ex-officier du 27ᵉ) essaye de prendre le commandement. Finalement, l'AS et les MUR désignent le capitaine Romans Petit, qui commande dans l'Ain, pour réorganiser la Haute-Savoie.

La mission interalliée

C'est sur ces entrefaits que, le 21 septembre 1943, une mission interalliée d'information est larguée sur la région. A Londres, le bruit avait couru qu'il y avait 3 à 400 000 hommes prêts à se battre le long de la frontière suisse.

La mission est formée d'un officier anglais, Helsop (*Xavier*) et d'un officier français, Jean Rosenthal (*Cantinier*). Le premier dépend du SOE, le second du BCRA et de De Gaulle. Rosenthal fait le tour de tous les lieux où se cachent des réfractaires qui ''en veulent vraiment'', visitant les fermes, les couvents et même les ''bobinards'' ; il dénombre en tout, compte tenu des FTP, 2 350 hommes pour la Haute-Savoie (ces chiffres ne comprennent pas les compagnies et les centaines sédentaires).

Le 16 octobre, Helsop et Rosenth. vont à Londres où ils rendent compte de leur tournée. Deux jours après, ils sont de retour avec un radio, Johnson (*Paul*), des consignes d'action et des moyens. Helsop se chargera de l'Ain et Rosenthal de la Haute-Savoie. Il veut établir ''ce qui était essentiel dans l'esprit de De Gaulle'' — dit-il — des unités capables de ''créer des abcès de fixations à l'intérieur de la France pour empêcher les unités allemandes d'être sur les plages au moment du



Jean Rosenthal (Cantinier), diamantaire, volontaire de la France libre. L'officier ''travailla'' avec le BCRA (les services secrets français de Londres et d'Alger). Chef de la mission interalliée qui s'occupa de la Haute-Savoie il fut en 1944 le représentant du général Koenig (le commandant suprême des FFI).

débarquement''. L'objectif est d'inquiéter l'ennemi. Il faut donc préparer les parachutages nécessaires à l'équipement de ces unités, les organiser et les instruire.

La lutte armée

Courant octobre, il est de plus en plus question de ''combat''. Chez les FTP

trois objectifs sont définis : ''Lutte ouverte contre le boche, sabotage, exécution des traîtres''.

Première ''grande action'' : un train allemand est attaqué près l'Allinges par la 7e et 1ere compagnie FTP, puis le 22 octobre trois wagons sont incendiés à St-Jeoire et le 25, l'usine de Chedde est ''sabotée'' par la 6e compagnie FTP... L'AS est surtout dans une phase d'instruction et d'organisation mais, début novembre, certains de ses détachements vont participer à des sabotages (à la Roche contre des locomotives et à Annecy contre une usine stratégique de roulements à billes qu'un bombardement allié vient de rater malencontreusement).

L'épuration des ''traîtres'' va devenir en outre quotidienne. Le mois a commencé par la mort du capitaine de gendarmerie Vallet, commandant l'arrondissement d'Annecy, tué par le corps franc Simon, et par l'exécution à domicile de Calvet, le directeur de l'office de placement d'Annemasse, par des FTP...

Dans l'AS se sont formés des groupes spécialisés de ''contre-espionnage'', pour liquider agents infiltrés et dénonciateurs imprudents. Chez les FTP, où la devise peut être ''pas de pitié pour les traîtres'', ces méthodes radicales sont également employées. Auguste Mugnier, dit *Mayol*, pourra même écrire : ''Nous étions en quelque sorte la Gestapo du maquis''. S'il y a un effort dans les deux organisations pour doser les sanctions — seul le ''mouchardage de patriotes'' étant en principe puni de mort — il y a, bien évidemment, quelques bavures. Lorsqu'un collaborateur est mitraillé à travers sa porte ou au milieu de sa famille, il peut y avoir des balles perdues. Et puis il y a les coups de colère. Un fournisseur du maquis, Monfort, de la Roche, est abattu parce qu'il a détourné des provisions.



Affiche de propagande contre le maquis de Haute-Savoie après la découverte des cadavres des policiers exécutés par les FTP.

Il est bien sûr difficile de faire une comptabilité de ces cadavres qu'on retrouve un beau matin avec quelquefois un écriteau au cou. Dans le secteur de Bonneville, il y a une quinzaine d'exécutions, dans celui de Thones une dizaine... Des ''traîtres'' disparaissent...

Les autorités profitent de ces attentats pour dénoncer le terrorisme, mais en fait la majorité de la population soutient assez spontanément les résistants. Bien sûr, il y aura des dénonciations jusqu'au bout. Par intérêt, mais aussi par conviction. En effet, s'il y a 1 387 collaborateurs fin 1942, on en compte encore 347 en mai 1944, surtout implantés dans les villes. A Annecy, le SOL rassemble 1 200 membres fin 1942 et, en 1944, il y aura encore 100 inscrits au PPF et 120 hommes à la Milice.

FTP CONTRE MOUCHARDS
(octobre 1943)

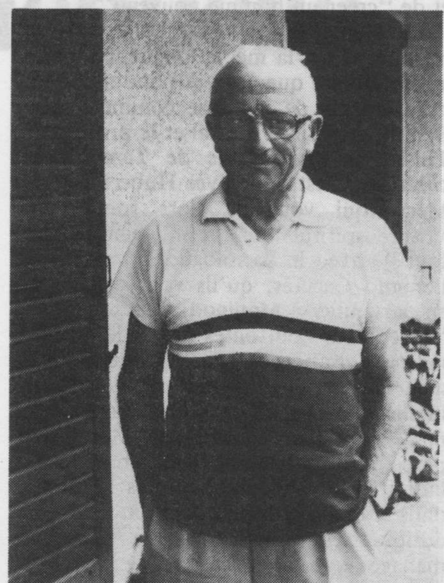
Il faut se hâter. Tout d'abord l'agent d'assurances qui, lui, fait la liaison avec Annecy, part le samedi et ne revient que le lundi matin. Il sort le soir donc je le fais surveiller tout l'après-midi par 5 gars. A quatre heures, il n'en reste plus qu'un, qui, lorsque je me rends sur les lieux est déjà à la poursuite. Je les attends dans la rue, car il est convenu ainsi. Il revient devant sa porte où nous l'abattons. Pour le petit camarade, c'est déjà une rude épreuve. Il se sauve découragé. Je veux nettoyer l'herboriste ; c'est en pleine ville, il est 7 heures la circulation est intense. Il est à son bureau, je n'ai qu'à tirer dans la fenêtre ; je me rends compte que si je le fais, nous sommes perdus. J'abandonne pour ce soir. Le même soir je me fais indiquer la maison de l'Autrichienne par mon agent de renseignements.

Le lendemain soir, c'est-à-dire vers le 6 octobre 1943, après mon travail je me rends sur les lieux, je me trouve en face d'elle juste au moment où elle sort de sa villa, je suis surpris et ne tire pas. J'attends son retour. Elle avait l'air effrayée de me voir. Au moment où elle ouvre son portail je tire, elle tombe, la foule arrive de toutes parts. Je me sauve, mais je l'entends crier ''salaud''. Je crois l'avoir manquée. La rage me prend, je veux l'herboriste. Il est à 500 mètres ; pour y aller je passe devant le commissariat de police. 50 mètres après, je suis accosté par l'inspecteur Fillon, milicien qui, sans sommation, me tire une balle dans le ventre à bout portant. Je m'écroule et on me transporte à l'hôpital (le lendemain 4 gars de mon groupe vont nettoyer le milicien Fillon mais ils le manquent). C'est sa sœur qui est abattue, elle aussi faisant partie de la Milice ainsi que toute la famille. La Milice me condamne à mort et offre 500 000 francs pour me retrouver. Le tribunal me condamne aux travaux forcés à perpétuité.

3 jours je lutte avec la mort. J'ai eu 12 perforations. Le docteur m'avait condamné. Le moral est bon mais, soif de vengeance. Je suis satisfait : on retrouve une liste d'une centaine de personnes. A l'interrogatoire je prends tout sur moi et ne connaît personne. 11 jours après on m'enlève de l'hôpital à 7 heures. La Milice doit m'emmener à 10 heures.

L'école de Manigod

Une importante réunion, où sont présents Helsop, Rosenthal et Romans Petit, se préoccupe de l'encadrement des maquis, donc d'organiser une école. Romans, qui en a déjà fait l'expérience, désigne l'aspirant Jourdan (lieutenant *Joubert*) pour la diriger. Cette école s'installe dans un petit village de l'arrière-pays de Thones, à Manigod, où se tient, depuis longtemps, un camp modèle de la JOC dirigé par un dirigeant scout, Alphonse Metral, et par André Fumex, futur maire d'Annecy. Une quarantaine d'hommes, venus des camps du département, va donc suivre là des stages accélérés en essayant de se pénétrer des principes de la guerilla préconisés dans l'Ain par Romans. Et puis on y enseigne tout ce qui est nécessaire à la vie des camps et les techniques de lutte armée. Cette formation militaire a été accompagnée ou précédée d'une formation philosophique amenée dans le secteur par des gens de l'école des cadres


Le colonel Louis Jourdan (Joubert) : seul officier rescapé des Glières où il commanda par intérim après la mort de Tom Morel.



Groupe d'anciens FTP le 27 mai 1944 au Plateau des Glières lors du 40e anniversaire.

d'Uriage. Celle-ci, instituée sous Vichy et dirigée par Dunoyer de Segonzac et Hubert Beuve-Méry, devait former des équipes dirigeantes pour régénérer la France. Fin 1942, Laval l'avait fermée pour mauvais esprit. Ses animateurs avaient alors constitué des équipes volantes qui parcouraient les maquis afin de donner aux jeunes des raisons à leur refus et de "créer un homme nouveau".

En Haute-Savoie, ces intellectuels se retrouvent sur la même longueur d'onde antitotalitaire que ceux qui ont animé les mouvements de jeunesse comme l'abbé Benoit, Alphonse Métral et le professeur Thisse, le responsable de *Témoignage chrétien*. C'est donc avec Hubert Beuve-Méry (qui voudrait alors fonder un "ordre spirituel pur et indépendant de tout"), avec le sociologue Dumazedier, Benigno Cacérès, qu'ils vont organiser, en particulier à Manigod, "causeries" et "rencontres" où toutes sortes de problèmes seront abordés, y compris le mouvement ouvrier et la culture populaire. Les intellectuels des équipes volantes ne sont pas compris de tous. Beuve-Méry, soit parce qu'il parle de la nécessaire réconciliation franco-allemande après la guerre dans le cadre européen soit parce qu'il a critiqué les Américains, est un jour menacé de se faire "casser la gueule".

Les opérations de maintien de l'ordre en Haute-Savoie : un test national

Les collaborateurs, fin 1943-début 1944, s'engagent à fond dans la "lutte contre le terrorisme et le banditisme" Plus de 20 000 arrestations sur tout le territoire dans les trois derniers mois de 1943. Un trio pro-nazi entre dans le gouvernement Laval : Darnand, le chef de la Milice, devient secrétaire au Maintien de l'ordre, Henriot, journaliste milicien, secrétaire d'Etat à l'Information (1er janvier), Déat, directeur de l'*Œuvre* et chef du RNP, ministre du Travail et de la Solidarité sociale (16 mars).

Les troubles en Haute-Savoie ont pris une ampleur spectaculaire. Du 2 novembre au 2 décembre 1943, selon *Combat*, il y a eu 310 attentats et 60 exécutions de traîtres. Ce rythme ne ralentit guère le mois suivant. On assiste notamment à une véritable offensive contre les miliciens (le chef Jacquemin et deux francs-gardes sont tués à la terrasse d'un café, Tribeaux est criblé de 38 balles dans son lit, etc.). Par ailleurs, les incidents graves — jets de grenades, attentats à l'explosif, sabotages, enlèvements, coups de main — sont quotidiens. Des villages et des bourgs sont sous le contrôle de groupes francs comme Thones ou le petit Bornand (l'AS décide d'éliminer le groupe qui fait la loi dans cette localité, mais les FTP le reconnaissent in extremis).

Les troupes d'opérations (TO) réagissent brutalement. Elles exécutent des détenus (cinq à Annemasse le 7 décembre), lancent de gigantesques interpellations (3 000 à Annecy le 15 décembre), ou des expéditions sanglantes contre des maquis (celui de Bernex, au pied de la Dent d'Oche, est attaqué le 17 décembre par 1 000 Allemands, il y a onze morts) ou contre des réfractaires, qui finissent par des massacres (25 victimes au bal d'Habère Lullin le 25 décembre) ou des déportations (24 personnes le 31 décembre à St-Eustache). Politique de terreur pour contenir les maquis ? Fruit de circonstances ? L'inquiétude semble gagner les occupants qui constatent, en janvier, que "les terroristes deviennent de jour en jour plus effrontés (...) ; ils attaquent les voitures allemandes en plein jour, si bien qu'elles ne peuvent plus circuler qu'en convois protégés". Comptaient-ils sur les collaborateurs pour ne pas engager des troupes nécessaires ailleurs, dans l'Ain notamment ? Pensaient-ils qu'ils pourraient rétablir l'ordre ?

Toujours est-il que toute une équipe va tenter de "purifier" la Haute-Savoie : un nouveau préfet, le général Marion, un intendant de police, le colonel Lelong, et des policiers de toutes sortes. A son arrivée, Marion déclare qu'il "réduira le maquis de Haute-Savoie comme il a réduit celui de l'Aveyron". Pour lui, cette mission de restauration de l'autorité contre "une minorité dangereuse et agissante qui veut le désordre" s'inscrit dans un cadre national. Il est donc dans le même état d'esprit que Darnand qui, au cours d'une conférence sur le MO, définit ainsi les "terroristes" : "Nous parlons de tous ces individus armés, aussi bien des communistes, des anarchistes, que des gens qui feraient partie de l'Armée secrète".

Les maquisards, malgré l'arrivée massive des forces de police, accentuent leurs actions en janvier. Le 5, des "inconnus" sabotent l'usine du Giffre ; les 8 et 11, des détachements FTP enlèvent à Bonneville et à la Roche vingt policiers des brigades spéciales anti-communistes, les "canadiennes" ; du 5 au 21, on relève douze attaques dans la région d'Annecy, des vols de véhicules, d'explosifs etc. Mais la pression du MO se fait plus forte. Les chefs de la résistance d'Annecy, "grillés", sont arrêtés ou en fuite.

Dans la deuxième quinzaine, plusieurs accrochages, en divers points du département, entre Allemands et maquisards, se soldent par des morts de part et d'autre. A la fin du mois, des opérations meurtrières sont lancées par les TO, la milice et les GMR vers Thones. Des détachements de la Wehrmacht se heurtent à des FTP au pied des Glières et à des gars de l'AS vers St-Joire (là, massacres et incendies).

Le 30, un groupe de maquisards arrive au plateau des Glières pour "repérage des terrains de parachutage" et, dans la soirée, le responsable des maquis de Manigod, Jourdan, apprend, et c'est confirmé par Morel, le nouveau chef des maquis, qu'"ordre est donné à tous les camps de rejoindre immédiatement le plateau" à cause d'imminentes opérations de police. L'état de siège est proclamé ce même jour, menaçant les "terroristes" et leur complice des cours martiales instituées dix jours auparavant.

Alain DALOTEL

Suite dans notre prochain numéro :
— Le maquis mixte des Glières
— Les politiques prennent le dessus
— La Haute-Savoie se libère elle-même

19 Vendémiaire.— An 96.— N° 2644 CINQ Centimes — Paris et Départements — CINQ Centimes Lundi 10 Octobre 1887

L'INTRANSIGEANT

PRIX DE L'ABONNEMENT
FRANCE, CORSE ET ALGÉRIE
TROIS MOIS : 8 FR. — SIX MOIS : 15 FR. — UN AN : 28 FR.
Pour la rédaction, s'adresser à M. AYRAUD-DEGEORGE, Secrétaire
La rédaction ne répond pas des manuscrits qui lui sont adressés

Rédacteur en chef : HENRI ROCHEFORT

RÉDACTION et ADMINISTRATION
142, Rue Montmartre, 142
LES ANNONCES SONT REÇUES AUX BUREAUX DU JOURNAL
Adresser Lettres et Mandats à M. ERNEST VAUGHAN
Administrateur

LE TRAFIC DES DÉCORATIONS

LE MARCHÉ AUX CROIX

avaient connu plus tôt les noms de ses complices, ils se seraient empressés de rengainer leur mandat d'amener.

Cependant, maintenant que le lièvre est levé, il est difficile qu'on le laisse rentrer au gîte. S'il est démontré, comme on le prétend depuis

SOUSCRIPTION CLOSE

On lit dans les *Débats* :

Nancy, le 7 octobre.

On assure que Mme Brignon a formellement repoussé des offres qui lui ont été faites par un rédacteur de l'*Intransigeant* chargé de

Le remboursement s'opérera pendant trois mois. A l'expiration de ce délai, c'est-à-dire le 15 janvier, les souscriptions qui n'auront pas été réclamées seront versées à la caisse de la Ligue des Patriotes.

du ministre de la guerre, en remplacement de M. le général Caffarel.

M. de Beaumaisons, qui, hier encore, commandait le 6e chasseurs, à Saint-Mihiel, est, au point de vue de l'âge, un des plus jeunes colonels de l'armée française, mais il en est un des plus anciens de grade. Colonel depuis 1881, M. de Beaumaisons est classé pour le grade de général de brigade avec le n° 4.

les bureaux de ses administrations avec du bois qui lui revient à un prix très modéré.

Vraiment, on ne peut refuser à M. Barbe des sentiments de famille bien développés et une parfaite entente de ses intérêts les plus chers.

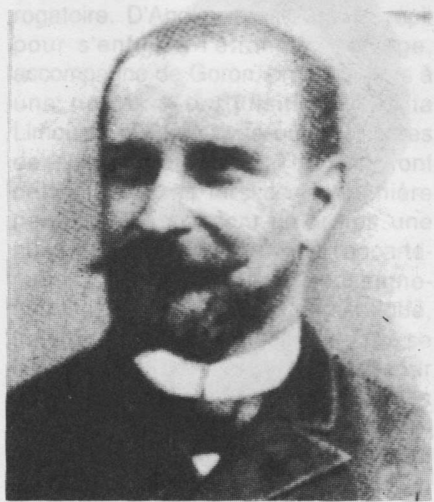
LE CONSEIL DES MINISTRES

Il y a cent ans :

Le scandale des décorations et l'élection présidentielle

En 1887, pendant les vacances parlementaires, éclate la lamentable "affaire des décorations", premier scandale politico-financier, qui faillit mettre en cause l'avenir de la République naissante. Le Président de la République, Jules Grévy, dont le gendre Daniel Wilson est compromis dans cette affaire, ne pourra éviter de remettre sa démission. Dans une ambiance très "boulangiste", les différentes tendances politiques essaieront de tirer profit de la situation.

L'affaire débute le 28 septembre 1887. Ce jour là, un nommé Bouillon, directeur de l'Agence de publicité sud-américaine, située 21 rue Le Peletier à Paris, demande audience pour 23 heures 30 au Préfet de police Gragnon. Bouillon prétend détenir un secret d'Etat. Cette année là, le pouvoir, accusé de pacifisme, subit les attaques des "revanchards" boulangistes. Le Préfet de police vient justement d'être mis en cause dans une affaire révélée deux mois plus tôt dans le Figaro : Un journaliste avait réussi à dérober sur le bureau d'un ministre le plan des manoeuvres du dix-septième Corps d'Armée. Ce journaliste, un nommé Aubanel, s'était enfui sans être inquiété par la police. Intrigué, le Préfet Gragnon décide de recevoir ce curieux visiteur: "Je connais une dame du nom de Limouzin qui détient chez elle des plans de mobilisation...". lui annonce Bouillon Le Préfet est ravi, il entrevoit déjà une piste lui permettant de se réhabiliter aux yeux de l'opinion publique, loin de se douter qu'il va, au contraire, déclancher une série d'événements dont il sera la première victime.



Gragnon, le préfet de police.



Wilson

Bouillon donne des détails; il tient cette information de son amie la contesse de Boissy (I) qui est très liée avec la Limouzin "Elle se livre de plus au trafic des décorations, d'ailleurs lisez ceci, Monsieur le Préfet" enchaîne le délateur en lui tendant un prospectus de la grandeur d'une enveloppe :


La Limouzin.


Le général Caffarel.


La Ratazzi.

Bruxelles le 8 septembre 1886

Monsieur,

Il se pourrait que, vu la position sociale que vous occupez ou l'industrie que vous exercez, vous ayez quelques droits à une distinction honorifique ou à une décoration d'un gouvernement quelconque et qu'il vous fût agréable et utile de l'obtenir. Je viens donc me mettre à votre disposition à cet effet. Les décorations ne se vendent pas, il faut y avoir des droits et vous payez ceux qui vous les font obtenir au même titre que vous payez votre avocat ou votre médecin, avec la seule différence que vous payez votre avocat, bien que vous ayez perdu votre procès, et votre médecin quoiqu'il ne vous guérisse pas.

Tandis que dans le cas présent, vous ne payez que si on réussit. Inutile d'ajouter que si vous entrez en relations avec moi, les nombreux résultats obtenus me permettent de vous donner sur ma personne toutes les références que vous êtes en droit d'exiger.

Recevez, Monsieur, mes civilités empressées.

X.Z: Poste restante à Bruxelles.

Bouillon propose alors: "Désignez une personne de vos services qui jouera le rôle d'un candidat à la Légion d'honneur, j'amènerai moi-même cette personne au 32 avenue de Wagram, domicile de la Limouzin, je le présenterai comme un client honorable qui se fera promettre la croix moyennant la somme de vingt-cinq mille ou trente mille francs.". Bizarrement, Gragnon accepte. Il désigne le sous-chef de la Sûreté, Goron, pour s'occuper de cette affaire : "Nommez un agent intelligent qui se fera passer pour un industriel de province. Si la femme Limouzin propose la croix moyennant finance, il vous préviendra en sortant, vous monterez alors à l'appartement pour procéder à une perquisition.".

L'*agent intelligent* Lardiesse devient donc le respectable Monsieur Langlois, commerçant à Roanne. Accompagné de Bouillon, il se présente le 29 septembre au domicile de la Limouzin, laquelle lui offre, sans façon, de lui obtenir la croix moyennant le versement de vingt cinq mille francs: "Revenez demain avec l'argent, vous rencontrerez le général Caffarel.". "Langlois" est très impressionné Caffarel n'est-il pas le sous-chef de l'Etat-Major de l'armée ? Il descend prévenir son supérieur, Goron, qui l'attend au bas de l'escalier. Celui-ci, muni de son mandat de perquisition se présente à son tour chez la Limouzin.

La Limouzin habite un luxueux appartement dont le *Journal illustré* du 23 octobre note curieusement que les fenêtres sont masquées par des stores noirs et jaunes aux couleurs allemandes. Ce journal s'étonne également que cette femme parle allemand. La Limouzin, femme laide, au maquillage excessif, ne se laisse pas impressionner par le policier qu'elle accueille avec courtoisie. Elle se sent protégée par ses relations. Jamais, pense-t-elle, ils n'oseront s'attaquer aux autorités militaires, ni, à plus forte raison au gendre du président de la République avec lequel elle a échangé des lettres compromettantes. Mieux, elle laisse le sous-chef de la Sûreté Goron emporter tout un paquet de lettres et de documents. Par contre, aucune trace des plans de mobilisation que le Préfet espérait récupérer.

Le lendemain, le faux commerçant Langlois, fidèle au rendez-vous, rencontre le général Gaffarel. Celui-ci lui confirme les conditions financières pour obtenir la croix, lui demandant même de se rendre au ministère pour lui apporter l'argent; manifestement, la Limouzin n'avait pas mis le général au courant de l'enquête policière.

De son côté, le Préfet Gragnon n'en croit pas ses oreilles. Il décide de mener une enquête comme l'explique le rapport qu'il établit lui même le 4 octobre: "Le préfet voulut s'assurer si des escrocs ne s'étaient point affublés de noms de généraux pour faire réussir leurs manoeuvres. On fit alors filer celui qui s'était donné pour le général Caffarel, à sa sortie de chez la dame Limouzin, on le suivit jusqu'au ministère de la guerre, et là le concierge assura que c'était bien le général Caffarel."

Le 1er octobre, le Préfet Gragnon informe le Président du conseil Rouvier qui se refuse d'agir avant le retour du ministre de la guerre Ferron, absent jusqu'au 4 octobre. Dès son retour, Ferron est mis au courant de l'affaire. Il y voit (faussement) une occasion d'attein-


Le sénateur d'Andlau.

dre son prédécesseur et rival, le général Boulanger, dont Caffarel avait été le protégé. Le 7 Octobre, pendant que le Préfet se trouve à Turin, le commandant de Lamothe, officier d'ordonnance du ministre de la guerre, fait savoir qu'un ordre d'écrou est signé contre le général Caffarel.

En fait, l'affaire devait être étouffée. Le général, après ses aveux, devait être mis à la retraite par décret signé du Président de la République, et on n'en aurait plus parlé. C'était compter sans la presse. Bouillon, le dénonciateur, s'était vanté de son exploit, la rumeur s'était rapidement propagée, et brusquement, le matin du 7 octobre, le journal *le XIX° Siecle* dirigé par Portalis, titre, sur toute la première page: "LA LEGION D'HONNEUR A L'ENCAN" mettant en cause, dans l'article le général Caffarel et le sénateur d'Andlau. A six heures, le soir, Caffarel est arrêté devant son domicile et emmené à la prison du Cherche midi.

Le journal *Le Soir* est convaincu qu'il s'agit d'une campagne dirigée contre le général Boulanger, Le journal *Gil Blas*, lui, s'exprime par la bouche du général : "... *le ministère dirige l'enquête avec la pensée de m'atteindre de telle sorte qu'on peut dire qu'elle est dirigée contre moi; mais dites bien haut, je vous prie, que je m'en sens nullement inquiet et à plus forte raison ému.*", paroles reprises par le journal *La Nation*. D'autres journaux expriment leur indignation: *Le Pays, La Justice, L'Intransigeant, La France* et bien sûr *La Lanterne*: " *C'est,* dit ce dernier, *la vengeance de Ferron et de Ferry."*

Dès l'arrestation de Caffarel, le ministre de la justice ordonne l'ouverture d'une instruction judiciaire qui est confiée à un magistrat, le juge Atthalin. Celui-ci convoque le sénateur d'Andiau qu'il laisse repartir après un court interrogatoire. D'Andlau profite de ce répit pour s'enfuir à l'étranger. Le juge, accompagné de Goron, procède alors à une nouvelle perquisition chez la Limouzin qui lui révèle que les lettres de Wilson, Boulanger, Thibaudin ont déjà été saisies lors de la première perquisition. Pendant ce temps une nuée de journalistes envahit l'appartement à la recherche de renseignements, ils chambrent la domestique, traquent les complices, allant jusqu'à se faire passer pour des policiers pour obtenir des aveux. C'est ainsi que les journaux dévoilent les dessous de l'affaire avant que les autorités ne les aient faits connaître. Le Préfet revient en hâte d'Italie, mais plus rien ne peut

Jules Grévy "Les hommes d'aujourd'hui"



arrêter la vague du scandale qui va submerger le pouvoir en place. Le peuple, choqué, s'amuse quand même de l'affaire en fredonnant les chansons des rues devenues à la mode comme "la grosse caisse sentimentale".

Le juge Atthalin continue son enquête. Logiquement, il décide d'interroger Wilson, le gendre du Président de la République.

D'origine anglaise, Daniel Wilson a 42 ans. Sa jeunesse est tourmentée. Héritier d'une importante fortune, il la dilapidera entre le jeu et les femmes pendant le Second empire, à tel point qu'il sera pourvu d'un conseil judiciaire. Il entre dans la vie politique lors des élections de 1873. Candidat républicain, il se présente en Indre et Loire où il est élu. Réélu en 1876 dans l'arrondissement de Loches, il devient, en 1880, sous secrétaire d'Etat aux Finances grâce à l'intervention de Jules Ferry. De nouveau élu en août 1881, il épouse le 22 octobre de la même année la fille unique du Président de la République(2). Le couple s'installe à l'Elysée.

Wilson, pour étayer sa puissance politique, souhaite disposer du pouvoir de la presse à Paris et en province. Il fonde *la Petite France*, puis *le Moniteur de l'Exposition de 1889*. Il achète des imprimeries en province, ce qui lui permet de contrôler bientôt une vingtaine de petits journaux régionaux. Le financement de ces entreprises est fait, en partie, par les amateurs de décorations qui paient leur "achat" sous forme d'abonnements de soutien aux journaux, ou de contrats de publicité.

Déjà, en 1883, on avait accusé Wil-



Payez-vous aussi ! Charge contre Grévy et son gendre Wilson

TOMBÉS DANS L'PÉTRIN

A qui mal veut, mal advient



TOUT EST ROMPU MON GENDRE
Tu m'as f.... dans l'pétrin !

son, qui logeait à l'Elysée, d'avoir utilisé la griffe présidentielle pour expédier, en franchise, son courrier personnel. Plus grave, en 1884, la police avait été informée par un certain Howe que Wilson aurait touché des millions de francs à titre de commissions sur les marchés passés par l'Etat ! L'affaire n'eut pas de suite.

Certes, Wilson n'est pas le seul à profiter de son influence pour améliorer sa situation financière, mais il faut reconnaître que c'est le mieux placé. Sûr de son impunité, "Monsieur Gendre" ne se gène pas, d'autant que le beau-père, qui a quatre-vingts ans, conscient ou non de la situation, ne veut rien savoir: "Mon gendre a fondé des journaux à un sou, ce sont ceux à deux sous qui l'attaquent" dit-il.

Mais voilà qu'Attalin, le juge intègre, le convoque dans son bureau, pour le confronter à la Limouzin et la Ratazzi, collaboratrice du sénateur d'Andlau alors en fuite. Wilson commence à s'inquiéter, il avait essayé de se disculper dans de nombreux articles parus dans ses journaux. Or, le juge n'en tient pas compte. Ne vient-il pas de rembourser au Trésor 40 000 francs pour faire oublier l'affaire de la griffe présidentielle ?. Wilson habite depuis le 28 octobre dans le splendide hôtel particulier que Jules Grévy avait fait construire au 2 avenue d'Iéna. Il y avait fait transférer toutes ses archives: il fallait éviter qu'une perquisition ait lieu à l'Elysée. Wilson répond maintenant à la convocation du juge. Arrivé à 11 heures, il en ressort à 18 heures. Mis en cause par les deux femmes, il retourne la situation: *"la culpabilité de ces deux aventurières ne fait pas de doute, elles sont les instruments d'un général endetté (Caffarel) et d'un sénateur véreux (D'Andlau)"*



Le déménagement de M. Gendre (le Pilori).

Lettre de démission du Président Grévy

Messieurs les députés,
Tant que je n'ai été aux prises qu'avec les difficultés accumulées en ces derniers temps sur ma route, les attaques de la presse, l'abstention des hommes que la voix de la République appelait à mes côtés, l'impossibilité croissante de constituer un ministère, j'ai lutté et je suis resté où m'attachait mon devoir...
Mon devoir et mon droit seraient de résister, mais dans les circonstances où nous sommes, un conflit entre le pouvoir exécutif et le Parlement pourrait entraîner des conséquences qui m'arrêtent. La sagesse et le patriotisme me commandent de céder. Je laisse à ceux qui l'assument la responsabilité d'un tel précédent et des événements qui pourront le suivre...
... En quittant la vie politique, je ne forme qu'un vœu, c'est que la République ne soit pas atteinte par les coups dirigés contre moi et qu'elle sorte triomphante des dangers qu'on lui fait courir.
Je dépose sur le bureau de la Chambre des députés ma démission des fonctions de Président de la République française.

Jules Grévy

Un général, se trouvant dans l'pétrin
Se dit : « Sacré mâtin !
Je n'ai plus un rotin
Je peux pourtant pas m'en aller tendre la main?
Faut que j'dégotte un joint.
Ferron ne l'saura point.
J'connais av'nu' d'Antin
La femme de Limouzin.
Pour avoir du fricot
J'vais y courir, presto.

REFRAIN

Voleurs, filous,
Avec des sous
Vous pouvez vous fair' décorer.
V'nez, sans danger,
Sans avoir peur
L'sign' de l'honneur
S'vend à l'encan...
C'est humiliant !...

DEUXIÈME COUPLET

Dans c't hôtel, paraît qu' des sénateurs
Des ministres, des préfets
Des tripoteurs parfaits
F'saient décorer des bottiers, des chanteurs,
Des marchands d'pieds d'cochon
Ou de faux saucisson.
Grévy, l'président
Savait parfaitement
Par son gendre — un malin —
Tout ce truc clandestin.

Chanson sur l'air de la Grosse caisse sentimentale.

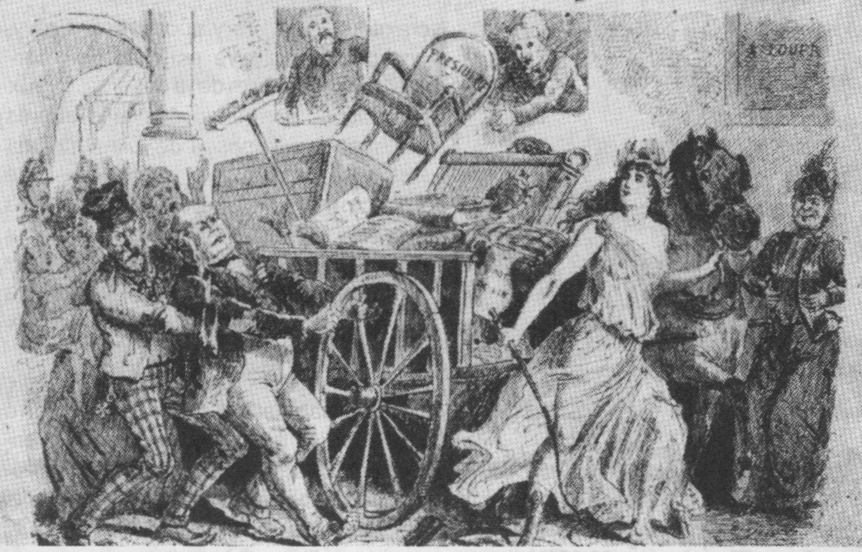
affirme-t-il. La Limouzin et la Ratazzi prennent peur, elles se rétractent. Wilson a apparemment gagné la partie.

L'opposition continue ses attaques. Le bonapartiste Cunes d'Ornano demande la création d'une commission d'enquête "sur les faits de trafic des fonctions publiques et des décorations signalés par la presse". La Chambre accepte par 338 voix contre 133, malgré l'intervention du Président Rouvier. Le pouvoir prend peur ; le ministre de la justice protège Wilson en faisant pression sur le juge Atthalin par l'intermédiaire du procureur Bouchez, pression également exercée sur la presse, mais sans résultat. Le 7 novembre le procès va avoir lieu.

Devant la 10° chambre correctionnelle, comparaissent la Limouzin, son amant Laurentz, leurs complices : Bayle, les femmes Ratazzi, Costard et la fille Véron. C'est lors de la troisième audience que Me Habert intervient: *"Monsieur le Président, vous avez un scellé qui contient deux lettres signées par Wilson. Je demande une expertise de ces lettres à en-tête de la chambre des députés, quant à l'époque où ce papier a été adopté"*. L'expert affirme que le filigrane n'a été adopté qu'en 1885. *"Or, Monsieur le Président ces lettres sont datées l'une du 25 mai 1884, l'autre du 22 juin de la même année..."*.


L'INTRANSIGEANT
VOTE DES POURSUITES CONTRE WILSON

UN CONGÉ PAR HUISSIER
Une famille sur l'pavé.



Que s'était-il passé ? Wilson avait subtilisé et détruit les lettres saisies par Goron, puis, apprenant qu'on en connaissait leur présence, en avait fait des copies qu'il avait remises dans le dossier. Cette révélation est accablante pour "Monsieur Gendre". Le 10 novembre, lendemain de l'incident, le royaliste Jacques Piou demande, sous les applaudissements des députés, que des poursuites soient immédiatement engagées contre Wilson. Le Garde des


Le Petit Parisien
DÉCLARATION DU MINISTRE DE LA JUSTICE

sceaux demande l'ouverture d'une information, le procès en cours est renvoyé.

Le préfet Gragnon, qui avait reçu les lettres saisies, est mis en cause par le ministre de l'Intérieur Fallières, révoqué et remplacé par Léon Bourgeois. Quant à Wilson, il bénéficie de l'immunité parlementaire et, malgré la demande du Procureur général de considérer que "ce cas n'a pas le caractère juridique


LE NATIONAL
RÉVOCATION DE M. GRAGNON, PRÉFET DE POLICE
MISE EN ACCUSATION DE M. WILSON

d'un crime de faux punissable", les députés, unanimes, votent les poursuites contre le député (par 529 voix contre 1).

Les "Nuits historiques"

Le 19 novembre, le député Georges Clémenceau surgit à la tribune: il demande à interpeller le ministère Rou-

A propos de Wilson

Dès 1884, soit 3 ans avant le scandale, Auguste Chirac, dans un livre intitulé " Les rois de la République" mettait déjà en cause l'attitude du gendre du Président Grévy. Le sous-titre de l'ouvrage "histoire des juiveries" annonce l'esprit antisémite de l'auteur :

" Entre 1873 et 1876 Daniel se jeta dans les affaires financières...Pendant cinq années, il s'occupa des finances politiques...Dès 1879 et après avoir réussi à se faire nommer pendant quelque temps membre de la commission du budget, il était arrivé à se faire créer sous-secrétaire d'Etat au département des finances."

Son mariage, en 1881 le coupe des puissances financières de la réaction dont il devient l'ennemi:

"Cette attitude, qui lui est imposé par les nécessités de sa situation, a donné le change aux républicains, si bien que certains d'entre eux, et des plus radicaux, le considèrent comme le pilier de la République. Je considère, au contraire, Daniel comme l'instrument le plus dangereux de la désorganisation de la France républicaine. En effet, il a installé, dans le palais même du chef de l'Etat, une manière de vaste agence de corruption. On les voit, là, deux fois par semaine, tous les Tricorche et Cacolet de la politique, les Robert-Macaire de la finance, les Giboyer et les sous-Giboyer du journalisme, ils viennent quémander: qui l'impunité, qui les honneurs, qui de l'argent! C'est la foire aux consciences, et, dans toute sa hideur, le véritable gouvernement occulte!...

Quiconque, à Paris, est riche ou en passe de le devenir: banquier, spéculateur, architecte, entrepreneur, limonadier ou autres, est immédiatement visé par le cabinet noir de l'Elysée. C'est du gibier d'actionnaire, pour des entreprises politico-industrielles, ou de la graine de commanditaire, pour les journaux qui se répandent, comme une immense tache d'huile, de Paris en province.

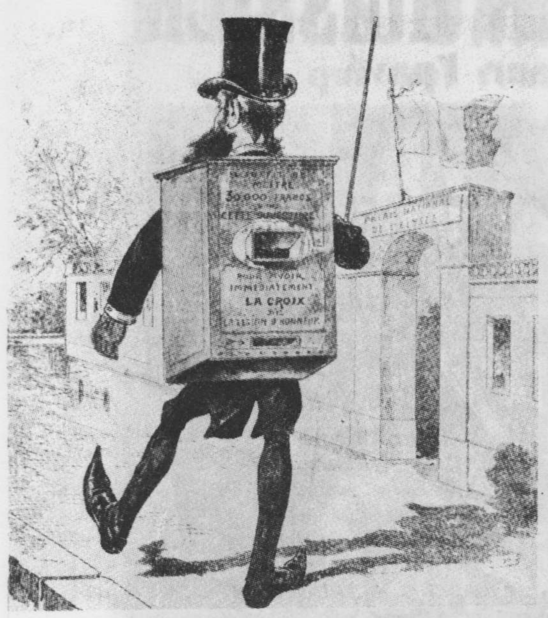
Pour de l'argent, chacun a sa promesse: à l'un la croix, à l'autre une candidature, à celui-ci une indulgence...plénière. Tout cela est coté: le bureau est ouvert! Entrrrez!"

Aussi, Chirac s'étonne du silence de la presse:

"Il est étrange que la Lanterne et l'Intransigeant aient gardé, sur tout ceci, un silence complet. Mais Rochefort? comment donc se fait-il que tous les agissements de Wilson lui aient échappé, à lui qui découvre et devine, parfois, tous les dessous des cartes de la finance politique? Comment se fait-il que son journal n'ait jamais contenu la moindre critique à l'égard de Wilson?"

Et l'auteur de conclure:

" Daniel a déjà perdu la présidence de la commission du budget, il mérite de perdre son siège de député, et il en coûtera peut-être, à son beau-père, le fauteuil de président."



L'appareil automatique à légions d'honneur. - On lit: "Il suffit de mettre 30.000 francs dans cette ouverture pour avoir immédiatement la croix de la Légion d'Honneur."

vier qui a tout fait pour protéger le Président Grévy. Son discours enthousiasme la gauche, trouble le centre qui s'inquiète de s'associer à l'étouffement d'un scandale et ainsi braver la colère populaire. Quant à la droite, elle est ravie de la situation : le ministère Rouvier est renversé par 317 voix contre

L'INTRANSIGEANT

Rédacteur en chef: HENRI ROCHEFORT

Le cabinet Rouvier renversé

Le Petit Parisien

LA CHUTE DU MINISTERE

228. Le Président Grévy, dont la presse unanime attend le départ, ne se tient pas pour battu ; il s'accroche désespérément à son poste et cherche même à former un nouveau ministère. Il s'adresse à Clémenceau qui ne lui répond pas, puis à ses anciens amis qui s'esquivent .

En fait, les parlementaires concernés se réunissent : ce sont les fameuses "nuits historiques" des 28 au 30 novembre 1887. Le premier des conciliabules se tient dans un salon du café Durand rue Royale. Y assistent: Clémenceau, Henri Rochefort, Laguerre, Alfred Laisant, Granet, Déroulède, Eugène Mayer (le directeur de La Lanterne), et le général Boulanger. Ce dernier est venu incognito de Clermont-Ferrand où il venait d'être nommé dans le but de l'éloigner de la capitale. Devant la crainte de voir Ferry succéder à Grévy, une ultime tentative est faite pour former un ministère de transition. Deux délégations sont envoyées, une auprès de Floquet, composée de Clémenceau, Rochefort et Mayer, l'autre auprès de Freycinet formée de Déroulède et Laisant. Gonflés d'importance, ils refusent tous deux prétextant qu'ils se réservent l'un comme l'autre pour la succession de Grévy dont ils attendent la démission !...

La nuit suivante, second conciliabule dans le cabinet de Georges Laguerre au 19 de la rue Saint-Honoré. Y prennent part, outre ceux de la veille, Edouard Locroy et Camille Dreyfus le directeur du journal "La Nation". On envisage l'hypothèse d'un mouvement populaire accompagné de la constitution d'un ministère très à gauche qui serait formé par Clémenceau; celui-ci refuse et s'indigne: "Et dire qu'un général français entend tout ça !". Savait- il que, justement, le général Boulanger venait d'être contacté par Le Hérissé, député radical de Rennes, lequel l'avait informé que le comte de Martinprey désirait l'entretenir. Le général s'était donc rendu chez le député du Nord, où de Mackau se trouvait déjà. On lui avait alors lu une lettre du comte de Paris qui lui offrait tous les titres et les honneurs, s'il se ralliait à une "Restauration". Sans hésitation, Boulanger avait accepté, se rangeant définitivement dans le camp de la droite. Ne pouvant plus compter sur lui, et après une ultime tentative auprès de l'ancien Préfet de police Andrieux, les députés se séparent: la deuxième nuit historique s'achève sur un échec.

Ces évènements seront relatés lors du procès Boulanger, qui se déroulera au mois d'Août 1889. Le Procureur général, évoquant la crise présidentielle, s'exprime ainsi: *"Boulanger n'avait pas le droit de se mêler de politique, et il ne pouvait commettre une faute militaire plus grave que celle de prendre part à des conciliabules politiques...fidèle à ses habitudes de désobéissance, il était resté à Paris...on parla d'un mouvement possible dans la rue...Quand on dit: " Mais que fera l'armée?", il dit:" L'armée restera dans ses casernes." du moment où on se permettait de se demander ce que ferait l'armée en face de l'émeute, on insultait l'armée, je dis qu'il a prononcé une phrase séditieuse".*



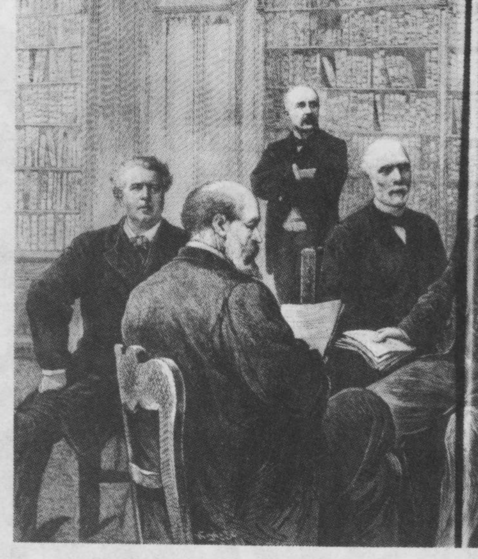
Les Blanquistes pensent aussi que Grévy va démissionner. Ils redoutent la


Demandez la chanson du jour. L'Illustration - novembre 1887.

candidature de Jules Ferry. Dès le 29 des placards révolutionnaires avaient été affichés par les *"Egaux de Montmartre"*; les socialistes possibilistes avaient publié un *"manifeste aux travailleurs"* pour leur conseiller de se tenir prêts à recueillir la succession de la bourgeoisie ; aussi, le 30 novembre, Vaillant et Eudes les chefs de file blanquistes organisent salle Favier, un grand meeting de protestation: *"Le peuple doit se préparer à la lutte, s'écrie Eudes ; il ne faut pas laisser s'ouvrir devant cet homme néfaste (Ferry) les portes de l'Elysée."*. Les jours suivants les Blanquistes convoquent leurs troupes aux abords de la Chambre des députés. La foule est là, Déroulède s'est infiltré et déclame devant les grilles du Palais Bourbon. Dans les rues, les camelots hurlent les refrains à la mode: "Ah! quel malheur d'avoir un gendre !" ou "Tu nous a fichu dans le pétrin". Louise Michel harangue la foule et chante "La Carmagnole" pendant que Eudes, ancien général de la Commune se tient en permanence sur

La crise présidentielle. Entrevue au Palais de l'Elysée. De g. à d. - Floquet Brisson, Clémenceau, de Freycinet, Grévy, Goblel.

Le Journal illustré du 4.12.87.





la place de la Concorde. Le rapport d'un commissaire de police relate ainsi les faits: "Le 1° décembre à 9 heures du soir, une manifestation, prenant la direction de la rue de Rivoli vers la place de la Concorde, je pris mes dispositions pour l'arrêter. J'y réussis. Je fis saisir Déroulède, qu'on envoya à la mairie. D'autres personnes furent arrêtées. Parmi elles figurait l'anarchiste Soudey." puis une autre déposition précise:"Le lendemain 2 décembre, la foule ayant commencé à s'amasser devant la Chambre, des mesures furent prises pour l'empêcher de stationner dans les environs du Palais Bourbon. Vers 6 heures et demie, la foule qui encombrait la place de la Concorde devenait menaçante. Elle avait attaqué la garde républicaine et les gardiens de la paix. Conformément aux instructions, je traversai le pont avec 80 hommes, et je fis évacuer le côté gauche jusqu'à la hauteur des chevaux de Marly. Là mes gardiens furent assaillis à coups de pierres. Sept d'entre eux furent blessés..".

Les députés avaient pris peur, ils avaient demandé la Garde républicaine pour dégager l'entrée de la Chambre des députés.



Déroulède accroché aux grilles du Palais Bourbon.
L'Illustration du 10.12.87

A trois heures, le Président de la Chambre, Floquet, lit aux députés la lettre de démission que le Président Grévy vient de lui adresser (voir encadré).

Au nombre de voix, c'est Jules Ferry qui doit logiquement succéder au Président Grévy. Mais celui qu'on appelle "Ferry-famine" ou "Ferry-Tonkin" est très impopulaire

A l'hotel de ville, le bureau du Conseil municipal, sous la présidence d'Abel Hovelacque siège en permanence. Dans une salle voisine, le Président donne l'hospitalité aux délégués blanquistes du Comité révolutionnaire central. Il est fortement question de proclamer une nouvelle Commune qui regrouperait les Révolutionnaire et un certain nombre de conseillers municipaux socialistes ou radicaux autonomistes. Il ne fait pas de doute que l'élection de Ferry entraînerait des événements graves. Le Président de la République était alors élu à la majorité absolue des suffrages par le Sénat et la Chambre des députés réunis en Assemblée Nationale. Les députés et les sénateurs vont donc se réunir pour choisir le "Bon Président".

Le 3 décembre, les groupes Républicains de toutes tendances se rencontrent lors d'une réunion préparatoire, pour choisir leur candidat qui sera



Charge sur la place de la Concorde.

Illustration du 10 décembre 1887



La salle des congrès. Le scrutin pour l'élection du Président de la République (Illustration)

forcément élu, puisque les Républicains sont majoritaires à la Chambre et au Sénat. Depuis 1885, le radicalisme, stimulé par son chef Clémenceau, est en train de prendre en main les rouages et les commandes de l'Etat, condition indispensable pour la prise du pouvoir. Peu à peu l'Administration est infiltrée, sauf l'armée, ce qui explique la position très tolérante de Clémenceau vis-à-vis de Boulanger, dont il avait fait un ministre de la guerre sous le gouvernement Freycinet (voir Gavroche 27/28). Clémenceau pendant la réunion préparatoire, va manoeuvrer pour faire échec à l'élection de Ferry, et favoriser celle de son ami Freycinet. Quatre tours de scrutin seront nécessaires pour désigner le candidat républicain : au premier tour, Ferry obtient 200 voix, Freycinet 193, Brisson 81 et Carnot 69, au second tour Ferry 216, Freycinet 196, Brisson 79 et Carnot 61. Il est midi et demi, Clémenceau réunit ses amis:"Il faut renoncer à pousser Freycinet, sinon Ferry est élu. Le sacrifier, c'est éviter la guerre civile.". Malgré un certaine réticence, il est convenu de soutenir Carnot qui obtient 162 voix contre 179 à Ferry, 109 à Freycinet et 52 à Brisson. Au quatrième tour, Carnot arrive en tête avec 185 voix contre 35 à Ferry et 23 à Freycinet.

A deux heures de l'après-midi, la séance du Congrès est ouverte. Dès le deuxième tour, Ferry et Freycinet s'étant désisté en faveur de Carnot, au nom de la discipline républicaine, Sadi-Carnot est élu par 616 voix contre 188 au général Saussier, candidat de la droite.

La fin du procès

Pendant ce temps, Wilson pense pouvoir échapper à la justice. En effet, le conseiller Heurteloup chargé de l'instruction, un viel ami de la famille, conclut au non-lieu le 19 décembre. Le 23, le défenseur de la Ratazzi (qui vient d'être condamnée à 15 mois de prison pour escroquerie) relance l'affaire. Il obtient une réduction de peine à six mois pour sa cliente, mais Wilson est toujours hors de cause. Harcelée par la presse, la magistrature se réveille : le juge Vigneau décide d'inculper le député. On lui retire alors l'instruction que l'on confie à nouveau au juge Atthalin. C'est ainsi qu'au bout de cinq mois, le 16 février 1888, Daniel Wilson comparaît enfin devant la 10° chambre correctionnelle. Mais les passions sont apaisées. Ce n'est plus un procès politique, c'est un déballage de linge sale qui aboutit, le 2 mars 1888 à la condamnation de "Monsieur Gendre" à deux ans de prison, 3000 francs d'amende et 5 ans de privation de droits civiques. On peut penser à une juste fin de cette affaire, or, un mois plus tard, le 27 mars, Wilson fait appel et il est acquitté "attendu qu'il n'y a pas eu de promesse ferme pour un époque déterminée d'une croix dont on se targuait de disposer alors qu'en réalité on n'en disposait pas." il avait gagné la bataille juridique!...

Epilogue

En novembre 1888, Daniel Wilson réintègre la Chambre des députés malgré l'opposition de ses collègues : par 345 voix contre 30, les députés votent une suspension de séance d'une heure en signe de réprobation. Retiré provisoirement de la vie politique, il devient, en 1892 conseiller municipal, puis maire de Loches et conseiller général de Montrésor. En 1893, à une grande majorité, il est à nouveau élu député et siègera jusqu'en 1902.

Qui a osé affirmer que "Bien mal acquis ne profite jamais ?".

Jean Servan

(1) L'enquête révèlera que la comtesse de Boissy n'est autre qu'une fille légère déjà condamnée pour vol, tenue de jeux clandestins et détournement de mineurs.

(2) Le Président Grévy aurait eu pour maîtresse la propre sœur de Wilson, Mme Pelouze.

Bibliographie

Le brave général Boulanger par Branthôme Seheur - 1930.
Le Roman vrai de la IIIe République par Gilbert Guilleminault. Denoël 1958.
Les Scandales de la "Troisième" par J. Chabannes L.A.P. 1972.
Les Rois de la République par Auguste Chirac P. Arnoult 1884.
Le Crapouillot (différents numéros).
Journaux et hebdomadaires (*Illustration, le Journal illustré*, etc...)
Journal Officiel du 8 et 9 août 1889.





Sur cette gravure représentant la "journée mémorable du 20 juin 1792" d'après un dessin exécuté à la même date, on observe le bonnet à cocarde, les vêtements déchirés des sans-culottes (qui portent ici gilets et culottes rayés) l'absence de bas et de souliers, comme le montrent de nombreuses gravures de l'époque. A gauche, sur le chapeau de l'homme tenant la pique, l'aigrette tricolore des patriotes du midi.

UNE MODE ... REVOLUTIONNAIRE

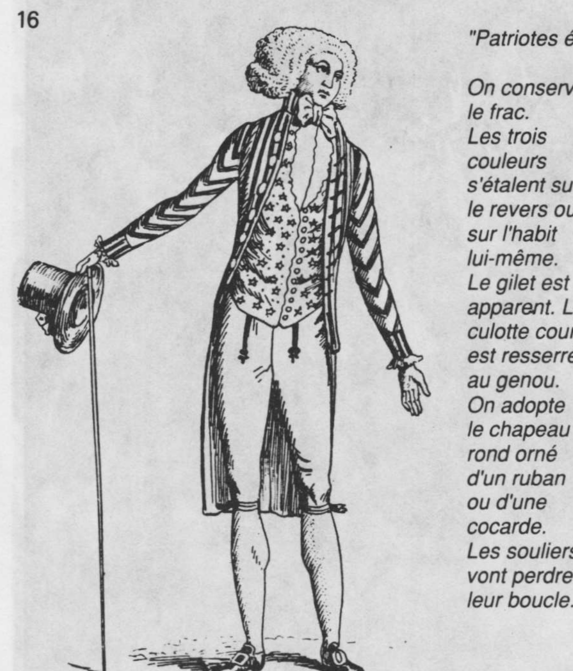
Le costume en France pendant la Révolution

A l'approche du bi-centenaire de la Révolution Française il nous a semblé intéressant de retracer l'histoire du costume pendant cette courte période. Nous avons regroupé toutes les informations parues dans les ouvrages les plus sérieux, traitant de ce sujet. Puissent nos lecteurs, chargés de s'occuper des fêtes commémoratives, y trouver les renseignements dont ils ont besoin !..

Avant 1789, le costume est représentatif de la différence des classes ; ainsi, l'habillement diffère suivant que l'on est aristocrate, bourgeois ou homme du peuple. A partir de 1789, surtout dans la capitale, le costume est un moyen d'exprimer ses opinions politiques, selon que l'on est "patriote", "tiède" ou "ci-devant".

Pour les aristocrates, ce n'est plus la cour qui donne le ton. Il n'y a plus de journaux de mode, ils ont suivi leur clientèle qui a émigré ; ainsi, le *Cabinet de la Mode* s'édite à Harlem, et la *Galerie de la Mode* à Londres. Quant aux aristocrates qui restent dans le pays, ils vont souvent rompre peu à peu avec l'ancien régime.

Les hommes, d'une manière générale, vont rester fidèles à l'habit à la française et au frac. L'adoption de la cocarde bleue, blanche et rouge comme emblème patriotique (dont ils vont orner leur chapeau, à l'exemple de Camille Desmoulin), va avoir des conséquences inattendues. On étale les trois couleurs sur de larges revers dont on agrémente le frac ; celui-ci se transforme aussi, par devant et sur les côtés, en une courte veste, munie de deux rangs de boutons qui ne servent à rien, car le frac est largement ouvert de manière à laisser voir le gilet qui ne



"Patriotes élégants"

On conserve le frac. Les trois couleurs s'étalent sur le revers ou sur l'habit lui-même. Le gilet est apparent. La culotte courte est resserrée au genou. On adopte le chapeau rond orné d'un ruban ou d'une cocarde. Les souliers vont perdre leur boucle.

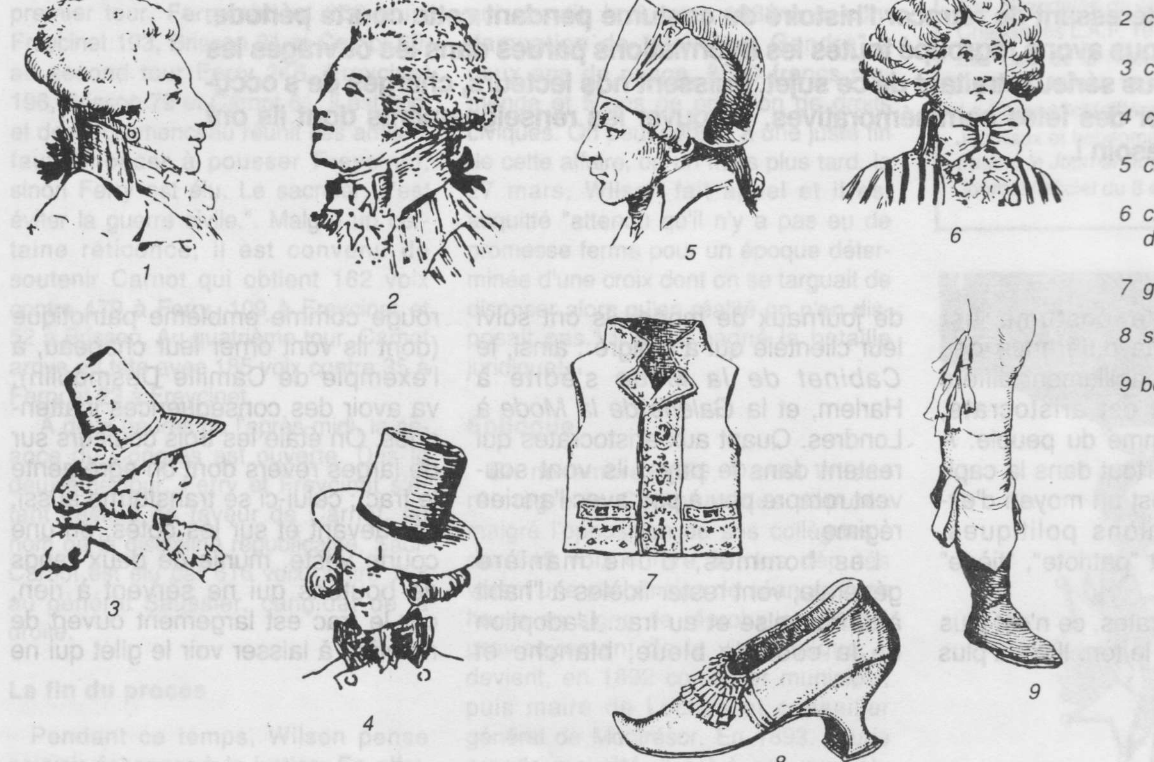




descend pas sous la ceinture. Par derrière, le frac est orné de deux longs pans qui tombent jusque sur les jarrets. Une volumineuse cravate remplace le jabot d'antan.

L'habit et le gilet sont de couleur différente. La culotte courte, encore portée,enserre le genou et vient se perdre dans d'étroites bottes à revers. Les souliers perdent leurs riches boucles pour être garnis d'une simple rosette ou lacés d'une façon fort modeste. Le tricorne ou le bicorne deviennent une coiffure surannée, ils sont détrônés par un chapeau rond à forme élevée, ornée d'une ganse ou bourdalou.

On affiche ses sentiments monarchistes par une mise sombre, par des étoffes brodées de fleurs de lys, par une cravate ou une cocarde blanche ou un habit vert à collet rose. Au contraire, les trois couleurs, arborées au chapeau, sur les habits ou même sur les gants désignent les patriotes de bon ton. Quant aux ultra-démocrates, citoyens de la Commune, ils se distinguent par une tenue qui semblait bien étrange à l'époque: "Le pantalon, dit Quicherat dans son Histoire du costume en France (1875), qui avait figuré naguère dans la mise de matin des petits-maîtres faisait encore partie de l'habillement des petits garçons de la classe élevée, habillement appelé Matelot qui se composait d'une veste et d'un pantalon, le pantalon boutonné après la veste. Aux approches de la Révolution, les ouvriers des villes adoptèrent le même costume. Leur veste, ils l'appelèrent à la carmagnole, ou carmagnole tout court, sans que personne en ait jamais pu



1 coiffure 1792
2 coiffure 1790
3 chapeau 1791
4 chapeau 1790
5 chapeau 1793
6 cravate de couleur 1789
7 gilet 1789
8 soulier 1790
9 botte 1794





A gauche "Sans-culottes" avec bonnet carmagnole et pantalon

A droite Représentant du peuple 1793



dire la raison.". Le peuple adopte le pantalon et la carmagnole; il tire honneur du premier qui le distingue des autres révolutionnaires, et lui permet de se qualifier de "sans-culotte". Il se fait gloire d'arborer ce vêtement simple, mais commode et peu coûteux. Le bonnet rouge, dont il se coiffe parfois, varie de forme, tantôt il est à queue pendante, tantôt il a une forme droite ou bien celle du bonnet phrygien.

La tenue du "vrai patriote" de 1794 se résume ainsi : pantalon à pont retenu par des bretelles, carmagnole, redingote en drap brun avec revers et col rabattu en drap rouge, foulard de couleur autour du cou, sabots et bicorne bas avec cocarde ou bonnet.

La Convention, sur l'initiative de Robespierre, chargea le peintre Louis David de créer un type de costume national; ce costume composé d'une tunique, d'un pantalon collant, de bottines, d'un court manteau et d'un bonnet à la hongroise, ne fut jamais adopté.

Chacun sait que Robespierre était le seul député à porter une perruque poudrée, considérée alors comme indécente. Il fut, en effet, un des derniers à la porter. Le catogan fut bientôt interdit, pour laisser la place aux tonsures à la Titus et à la Brutus et la frisure à la Caracalla, alors que les muscadins se coiffent en oreilles de chien.

Le costume féminin, lui aussi, se simplifie. Après les étonnants édifices d'art capillaire que promenaient les dames de la cour, on rencontre, dans les bals ou dans les fêtes publiques, d'autres femmes qui ont cousu à leur bonnet les

10 bonnet avec ruban tricolore 1792

11 modèle de cocarde 1793

12

13 carmagnole

14 pantalon

15 sabots



Le costume féminin se simplifieL Les coiffes sont moins importantes. Le fichu est à la mode.





couleurs nationales : bonnets à la Bastille, à la Constitution, à la Patriote, à la Citoyenne.

Sous la Terreur, contre toute attente, les femmes portent des toilettes fraîches et gaies, de couleurs claires, drapant le corps comme des tuniques antiques. Plus de corset ni de crinoline, plus de poudre ni de mouches, les caracos deviennent des corsages à basques minuscules. Les manches longues et étroites, descendent jusqu'aux poignets. On porte des ceintures de ruban à bouts flottants et surtout des châles. L'usage des fichus de gaze se généralise chez les aristocrates.

Les bijoux sont simples, puisque ceux de valeur ont été remis en offrande a l'Assemblée nationale. Ils sont en cuivre ou en acier sertissant les éclats de pierre dont ceux provenant des démolitions de la Bastille.

Nous ne parlerons ni des costumes du Directoire avec les Incroyables et les Merveilleuses ni de ceux du Consulat. Nous avons arrêté nos exemples à 1794 ; après tout, la Révolution n'avait-elle pas changé de visage ?

Bibliographie:

Le costume en France par Ary Renan (1890)

Le costume chez les peuples anciehs et moderne par Fr. Hottenroth

Histoire anecdotique du costume en France par A.Deblay (1924)

Le costume par Jacques Ruppert (1931)

Le costume moderne par Michèle Beaulieu (Que sais-je?)

Dictionnaire du costume par Maurice Leloir (1951)



16

17



18

19

20

16	*bonnet*	*1789*
17	*chapeau*	*1790*
18	*coiffure "à la Nation"*	*1790*
19	*coiffure à la Titus*	*1794*
20	*fichu*	*1790*
21	*chemise simple*	*1789*
22	*paysans en costume de cérémonie*	*1789*



REVOLUTION

LA COCARDE ET LE DRAPEAU TRICOLORES

ou la pénible naissance des symboles nationaux



21



22

L'apparition des trois couleurs sur les cocardes parisiennes fut avant tout un symbole de ralliement politique.En 1356, les Parisiens d'Etienne Marcel avaient pris le chaperon bleu et rouge aux couleurs de leur cité, et s'étaient armés contre les partisans du dauphin Charles. Le premier acte du mouvement de 1789 sera la reprise des mêmes couleurs insurrectionnelles et l'établissement d'une milice armée. Dès le 4 juillet 1789, la Commune de Paris était installée. le 13 juillet elle publia, de son autorité privée, l'arrêté de création de la milice parisienne :

"Comme il est nécessaire, dit l'article 10 de cet arrêté, que chaque membre qui compose cette milice porte une marque distinctive, les couleurs de la ville ont été adoptées par l'assemblée générale. En conséquence, chacun portera la cocarde bleue et rouge."

Déjà, le 12 juillet, Camille Desmoulins, dans le jardin du Palais Royal, appelait le peuple aux armes et proposait un signe de ralliement: "Quelle couleur voulez-vous ? le vert, couleur de l'espérance, ou le bleu de Cincinnatus, couleur de la liberté d'Amérique et de la démocratie ? - Le vert, couleur de l'espérance" répondit la foule. Camille Desmoulins arracha une feuille d'arbre et en décora son chapeau; tous les citoyens l'imitèrent et tout Paris l'adopta ...jusqu'au 13, parce qu'on s'était souvenu, tout à coup, que c'était la couleur du Comte d'Artois.

Donc, le lendemain, 14 Juillet, le peuple arbora la cocarde parisienne bleue et rouge (désignée comme cocarde patriotique, ou de la liberté, ou nationale) lors de la prise de la Bastille. "Ce n'est pas une révolte, mais une révolution," disait ce jour là le duc de Liancourt au roi. Louis XVI approuva la création de la milice parisienne. Le 16, sur la proposition de La Fayette (colonel général de la milice bourgeoise), celle-ci prit le nom de Garde Nationale.

L'entrée du roi à Paris, le 17 juillet, fut pour la monarchie une première défaite: les cris de "Vive la nation!" se mèlaient à ceux de "Vive le roi!". "Sire, dit Bailly maire de Paris au roi, j'apporte à Votre Majesté les clefs de sa bonne ville de Paris ; ce sont les mêmes qui ont été



Bailly présente au roi les clefs de la ville.

présentées à Henri IV ; il avait reconquis son peuple, ici c'est le peuple qui a reconquis son roi". Louis XVI prit des mains de celui-ci la cocarde parisienne bleue et rouge, et la mit sur la cocarde blanche de son chapeau.

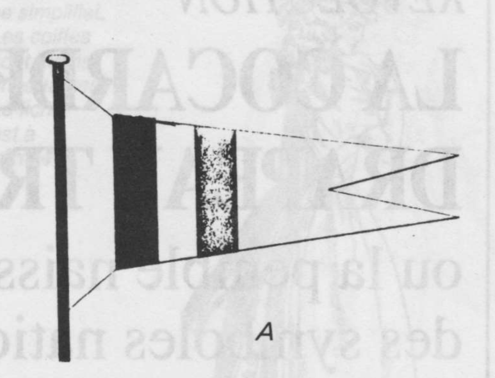
C'est sur la proposition de La Fayette que, le 31 juillet, la Commune de l'Hôtel de ville, qui dès lors gouvernait Paris, décida que le roi ayant pris "les nouvelles couleurs", y ajouta "l'antique couleur blanche". "Je vous apporte une cocarde qui fera le tour du monde!" s'exclama La Fayette, paroles qu'il faut entendre, non dans le sens des conquêtes, mais dans celui des principes de liberté et d'égalité que représentait le nouvel insigne.

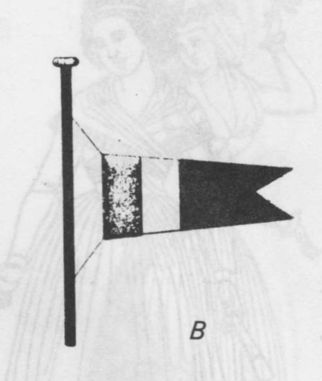
Ainsi fut formée la cocarde tricolore, blanche à l'extérieur, rouge au milieu et bleue au centre.

Certains y voyaient comme un gage de la réconciliation du roi, du peuple et des trois ordres. En réalité, les couleurs révolutionnaires rapidement adoptées dans toute la France, ne furent pas acceptées par tous. Il y eut des résistances qui amenèrent des émeutes. Ainsi à Toulon, Le commandant Albert de Rioms, chef d'escadre, eut l'imprudence d'interdire aux ouvriers de l'arsenal de porter la cocarde ou le "pouf", sorte d'aigrette tricolore en usage parmi les patriotes du Midi. Le peuple se souleva et mit le commandant en prison.

Le 29 mai 1790, un message du roi Louis XVI, lu à l'assemblée,interdira l'usage d'une autre cocarde que la cocarde nationale: "Instruit qu'en divers lieux du royaume, des particuliers se seraient permis de porter des cocardes différentes de la cocarde nationale que nous portons nous-mêmes et considérant les inconvénients qui peuvent résulter de cette diversité, nous avons cru devoir l'interdire. En conséquence, faisons défense à tous nos fidèles sujets, et dans toute l'étendue de notre royaume, de faire usage d'aucune autre cocarde que de la cocarde nationale".

Ce serait une erreur de croire que la cocarde tricolore était devenue emblème national. En fait, la position des couleurs n'était alors pas encore fixée, et chacun les alternait selon son goût. Lors de la fête de la Fédération, le 14 juillet 1790, le pavillon royal était surmonté d'un drapeau blanc et la municipalité parisienne avait offert à chaque députation départementale une bannière de taffetas blanc portant d'un côté: Fédération nationale à Paris le 14 juillet 1790, de l'autre, le mot Constitution, et au dessous le nom du département, la Commune avait également offert une oriflamme de taffetas blanc placée en tête des députations de l'armée. Cette oriflamme sera par la suite suspendue à la voûte de l'Assemblée!





Flammes de la marine.
A. Décret du 24,10,1790 : rouge blanc bleu, le blanc est dominant.
B. Décret du 27 pluviôse an II (15 février 1794). Bleu blanc rouge, ici le rouge est dominant.

Il faudra attendre octobre 1790 pour qu'un décret traite de la question des couleurs du pavillon. Des troubles graves venaient d'avoir lieu dans le port de Brest; des matelots s'étaient mutinés, refusant d'obéïr à leurs chefs qu'ils considéraient comme des aristocrates, car ils les obligeaient à hisser le pavillon blanc. Nous avons signalé plus haut des incidents semblables, qui s'étaient produits dans le port de Toulon. De Menou, au nom des quatre comités (diplomatique, colonial, militaire et de la marine) présenta un projet de décret ainsi conçu :

"Le pavillon blanc, qui jusqu'à présent a été le pavillon de la France, sera changé en un pavillon aux couleurs nationales; mais il ne pourra être arboré sur l'escadre qu'au moment où tous les équipages seront rentrés dans la plus parfaite obéissance."

Le 21 octobre 1790, la discussion sur ce projet fut longue et animée; enfin, le 24 octobre, l'Assemblée nationale décréta :

" Art ler. Le pavillon de Beaupré sera composé des trois bandes égales et posées verticalement, celle de ces bandes la plus près du bâton de Pavillon, sera rouge, celle du milieu blanche, la troisième bleue." Ainsi, le pavillon de la marine fut le premier type du drapeau tricolore.

Le 30 juin 1791, sur proposition de De Menou qui souhaitait que les couleurs nationales "inspireront la terreur à ceux qui viendraient nous attaquer...mais ne se déploieront jamais pour envahir injustement le domaine des autres nations...", l'Assemblée décrète que les régiments porteront désormais les trois couleurs nationales. C'est ainsi que dans les premiers mois de 1792 le ministre de la guerre, Narbonne, pourvut les régiments de drapeaux tricolores. La loi du 22 avril, ordonna que les anciens drapeaux et étendards seraient brûlés, cérémonie qui se déroula le 13 août 1793, en place de Grève.

Un dernier décret du 27 pluviôse an II (15 février 1794) remplaça celui de 1791 sur les pavillons de la marine, considérant que la place réservée aux couleurs républicaines était trop restreinte. Il décida que la couleur rouge des flammes des vaisseaux occupera les trois cinquièmes de la surface.

Après un retour au drapeau blanc sous la Restauration, le drapeau tricolore refera son apparition en 183O, avec les mots "Honneur et Patrie".

En 1848, le 25 février, le gouvernement provisoire prit la décision d'adopter les trois couleurs "disposées comme elles l'étaient pendant la République, le drapeau portera: République Française - Liberté, Egalité, Fraternité. disposition des couleurs du drapeau: bleu, rouge,blanc." !...Le gouvernement avait repris la disposition de la cocarde révolutionnaire de 1789 ! S'apercevant bien vite de leur erreur, les membres du gouvernement firent paraître, le 5 mars le décret rectificatif suivant :

" Le Gouvernement provisoire,

" Considérant que le drapeau de la France est le signe visible de l'unité nationale ;

" Considérant dès lors que la forme du drapeau national doit être fixée d'une manière invariable:

" Arrête :

" Art. 1er - Le pavillon ainsi que le drapeau national sont rétablis tels qu'ils ont été fixés par le décret de la Convention nationale du 27 pluviôse an II, sur les dessins du peintre David.

" Art. 2 - En conséquence, les trois couleurs nationales, disposées en trois bandes égales, seront, à l'avenir, rangées dans l'odre suivant: le bleu attaché à la hampe, le blanc au milieu, et le rouge flottant à l'extrémité."

Depuis cette date, le type du drapeau, en France n'a plus varié.



Le drapeau tricolore adopté le 5 mars 1848.

Une manifestation scientifique et humanitaire :

Un colloque sur "La politique nazie d'extermination"

Le grand Amphithéâtre de la Sorbonne a accueilli les 11, 12 et 13 décembre 1987 un colloque international consacré à la politique nazie d'extermination. Il réunissait les historiens de 9 pays différents ainsi que des personnalités, dont les témoignages et les réflexions ont grandement contribué à rendre ces journées d'études élevées et passionnantes.

Tout ce qui y a été dit et débattu devrait être publié en 1988, aussi ce bref compte rendu n'a-t-il d'autre but que de donner aux lecteurs de Gavroche une vue d'ensemble de cet important événement (1).

En ouvrant les journées Hélène Ahrweiler, Recteur-Chancelier des Universités de Paris, a insisté sur le fait que le colloque ne serait pas seulement une réunion de chercheurs : si les travaux poursuivis dans de nombreux pays depuis presque 50 ans, la recherche des sources et leurs recoupements ainsi que les démonstrations sobres ont été une tâche nécessaire et représentent un résultat scientifique énorme, on ne pourra jamais répondre à la question comment cela a-t-il été possible. Pourtant, ne pas la poser serait faillir au devoir envers les générations à venir, tant elle engage notre identité d'Européens, celle des Allemands en particulier: comme les Grecs "nous parlerons de la chose qui ne peut pas être oubliée".

La mémoire nécessaire était aussi l'idée centrale de la lettre du Premier Ministre et de l'intervention de Jacques Valade, Ministre délégué chargé de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, qui a parlé des racines profondes, humanitaires du colloque, événement significatif par la présence de témoins et de survivants.

L'historiographie du génocide

L'exposé de François Bédarida, qui introduisait les séries de communications, allait d'abord développer de façon systématique le rapport difficile que l'historien du génocide entretient avec son objet, puis retraçait les grandes étapes de ce qui a été accompli.

Une immense labeur, que l'on peut ordonner à travers quatre étapes successives: durant les années qui ont suivi la guerre, sous le choc, on rassemble les témoignages et les faits. Ce travail de recensement aboutit dès 1944-45 à la création des grands centres de documentation soit étatiques soit juifs, notamment en Angleterre, aux USA, en France, en Pologne, aux Pays-Bas.

En France, le premier colloque sur l'extermination est organisé en décembre 1947 par le Centre de Documentation juive contemporaine.

Les années 1950 voient naître les premières synthèses et des tableaux raisonnés. Ainsi, la première thèse universitaire est soutenue en 1949 à New York et les premiers livres de Léon Poliakov paraissent à partir de 1951 (Bréviaire de la haine ; Histoire de l'antisémitisme).

La troisième période est caractérisée par la renaissance des travaux historiques allemands durant les années 1960, tandis que l'époque actuelle qui s'ouvre après 1970 connaît une accélération de la production historique; leur richesse montre la vitalité des travaux, elle nourrit les débats et assure le renouvellement des problématiques.

Géographiquement, les pôles les plus actifs de la recherche se trouvent à présent dans le monde occidental, aux USA, en RFA et en Israel, cependant qu'on observe une sorte de blocage dans les pays de l'Est.

L'évolution de la recherche s'est accompagnée d'une mutation du langage: il s'agit du vocabulaire dont on se sert dans les différents pays pour désigner et circonscrire le phénomène d'extermination.

Le concept de "génocide", adopté d'abord dans le droit international, a été l'objet de toutes sortes d'abus ayant engendré la dévaluation du mot (en France notamment avec le "génocide vendéen").

Aux Etats-Unis, le vocabulaire consacré du langage officiel est la Jewish Catastroph (Catastrophe du Judaïsme), dont la traduction juive, "Shoah" (catastrophe) s'est récemment acclimatée en France grâce au film de Claude Lanzmann.


Léon Poliakov.

Proche de ces mots, dans la mesure où il met l'accent sur le destin spécifique du peuple juif, le terme "Holocauste" s'est répandu depuis le début des années 1960, surtout dans l'anglais et l'hébreux.

Enfin, les historiens allemands utilisent l'expression telle qu'elle était utilisée en Allemagne nazie: "la solution finale".

Quant aux chiffres des victimes, François Bédarida rappelle les estimations anciennes et récentes, selon les catégories de personnes exterminées: pour les Juifs, le nombre des victimes était évalué à l'époque du procès de Nuremberg à près de six millions ; si Léon Poliakov obtenait à peu près le même chiffre, les Américains aboutissaient à plus de sept millions. Les estimations juives les plus récentes établissent à 5,1 millions le nombre de Juifs exterminés;(au cours du colloque, Georges Wellers, de Paris, a donné dans sa communication le chiffre de 5 685 850 de Juifs mis à mort, en signalant


De g à d : Pierre Vidal-Naquet, François Bédarida, Hélène Ahrweiler, Yehuda Bauer et Jerzy W. Borejsza.



Liste des articles parus dans Gavroche

N° 1
La résistance aux inventaires (1906)
Boissons économiques au 19e siècle
Ventres creux et ventres dorés : Les insurrections de Germinal et Prairial An III.
Vivre sur la zone (1920)
La révolution sociale des Capuchonnés (1182-1184)
Panorama de 1881
Le bourrage de crâne par la caricature (1914-1918)

N° 2 (épuisé)

N° 3
Accouchements au XVIIIe siècle
Indochine (1930) (I)
Quand les Gaulois prenaient les eaux
Les barricades de la Commune (1871)
Sur les routes des carillons
Les Fortifs (1850-1924)
Panorama de 1932 (2e trimestre)

N° 4/5
Au temps des 1er Tours de France (1903-1905)
Femmes au bagne (1858-1906)
La fête au bois Hourdy
Les Insurrections vietnamiennes de 1930-1931 (II)
Les frères Le Nain
Pour améliorer l'ordinaire des Poilus
Les agrandissements de Paris (IIe Empire)
Les colonnes infernales (1794)
Une moisson à la fourche (1953)
La bataille de Homestead (1892)
Le STO : témoignages et résistances
Panorama de 1832.

N° 6
Des usines remises en marche sans leur patron (1944-1949)
La rosière de Nanterre
Paysanne en Languedoc (1900)
L'enfermement des pauvres, 17e siècle
Les colporteurs au 19e siècle
Panorama 1932 (3e trimestre)

N° 7
La grande colère des maraîchers (1936)
Jardins ouvriers à Taverny (témoignage)
Solidarité France-Pologne (1830-1831)
An II : un théâtre sans culotte
Attaques de diligences au 19e siècle
La promenade du bœuf gras à Paris
Panorama de 1922

N° 8
Les soulèvements de 1851 dans les campagnes
Bateleurs et charlatans au 17e siècle
Les Pâques sanglantes de Dublin 1916
Le fascisme vert (1936)
Un savant libertaire : Elisée Reclus
Les maçons de la Creuse au 19e siècle
Panorama de 1903 (vie politique et internationale)

N° 9
Les Saints Guérisseurs (17-18e siècles)
1963 : La grève des mineurs
1917 : Le chemin des Dames
La montée au Mur des Fédérés
Les tailleurs de pierres au Moyen-Age
Le dossier Danton
Le 1er mai 1886 à Chicago
Panorama 1903 (La Belle Epoque)

N° 10
Voleur ou héros populaire ? Cartouche
Rafles sanglantes d'Algérien (17.10.1961)
Les paludiers de Guérande
Une parole ouvrière : l'Atelier 1830-40
La révolte du Roure 1670
Hauts lieux de la fécondité
Cabrera, l'île de la mort

N° 11
La Peste de 1720 à Marseille
Le peuple dans les Mille et une nuits
Godin, et le Familistère
La fête de la Choule
USA : La piste des larmes (1830-1840)
Querelles, charivaris et amours contrariés au 18e siècle

N° 12
Les procès d'animaux
Témoignages sur les camps nazis
Les cadrans solaires (19e siècle)
Les tricoteuses de l'An III
Benoît Raclet, vainqueur du "ver coquin"
A propos de "Avoir 20 ans dans les Aurès"

N° 13
Charles Martel a-t-il arrêté les Arabes à Poitiers en 732 ?
Les soldats de l'An II :
Lettres de conscrits auvergnats
Education civique ou propagande républicaine ?
Pain jaune et marché noir
Entretien avec Cl. Jean-Philippe

N° 14
1947 : Le départ des ministres communistes.
Onze jours d'exode (1940)
Mystères et fêtes religieuses au Moyen Age
Le canular du Lapin agile
La découverte archéologique de Glozel
Le braconnage en Sologne au siècle dernier
La vie dans les campagnes nîmoises dans l'Antiquité
Un almanach saisi en 1872 en Bourbonnais
Barthélémy Thimonnier, inventeur malheureux de la machine à coudre

N° 15
La Résistance en Bretagne
L'insurrection de Paris en août 1944
La rue et ses métiers au 18e siècle
Août 1914 : les débuts de la grande guerre en Languedoc.
Joutes et quintaines populaires
Un mineur français au "paradis" de Staline (1936)

N° 16/17
Les 63 jours héroïques de Varsovie (1944)
Mineurs d'argent en Lorraine au 16e siècle
Les communistes ont-ils voulu prendre le pouvoir à la Libération ?
Le crime de la Nanon (un infanticide au 18e siècle)
Les Bretons de Paris à la Belle Epoque
Mariages morvandiaux au siècle dernier

N° 18
Les massacres de septembre 1792
Dossier "Guerre d'Espagne" : La France, terre d'asile ?
Le pourquoi de la défaite républicaine
Les mariniers d'Auvergne (17e/19e siècles)
Français et canaques (repères historiques)

N° 19
Madame du Coudray, maîtresse ès-accouchement
Un accouchement "sensationnel" au 18e siècle
Jeux de masques, momons et jeux de nobles
Comment les Jacobins ont quadrillé la France
La morale selon St-Just
Fileuses et tisserands au Moyen Age
Guerres afghanes

N° 20
"1984" et le phénomène totalitaire
Un chasseur de sorcières en 1609 au pays Basque
1936, la solidarité déchirée à l'Espagne républicaine
L'exemple lyonnais
Chiffonniers de Paris au 19e siècle
L'instruction civique à l'école

N° 21/22
La première guerre scolaire
Le discours des aliénistes au lendemain de la Commune
Marn'rons (témoignage)
Repères historiques pour l'Albanie
Le jeux de l'oie de l'affaire Dreyfus
Le vagabondage des mineurs à Paris au 19e siècle
Le droit de réunion au siècle dernier
La traversée d'un jeune soldat de Bret à la Guadeloupe (1874/1875)

N° 23
Les briseurs de machines en France et en Grande-Bretagne.
Galerie des machines ou galerie des monstres !
Les miracles racontent...
Clous et cloutiers d'hier.
Le droit d'aubaine

N° 24
L'Ecole, l'Eglise et l'Etat sous l'ancien régime.
Une tentative d'Eglise nationale au 19e siècle. L'Eglise française de l'Abbé Chatel.
Le communisme en milieu rural avant et pendant la guerre (Berry).
Les chaufourniers.
Dossier sur l'intolérance.
L'affaire Dreyfus et la défense nationale vues par l'Action française.

N° 25
Souvenirs d'une sage-femme
Jean-François Piron
Le Béranger du compagnonnage
"Libérez nos camarades !"
Les rebelles chinois du fort Saint-Irénée
Jeux d'enfants au 16e siècle
1848 : Ateliers nationaux en Champagne (1e partie)
Naissance, vie et déclin d'une coopérative ouvrière :
"Les travailleurs syndiqués" de Saint-Laurent-de-Cerdans

N° 26
Ateliers nationaux en Champagne (2e partie)
La loi Falloux (15 mars 1850)
Les frères Trinitaires, six siècles de rachat des captifs de l'Islam
Il y a 50 ans : la publicité dans un almanach de province Panorama express de 1906
en cinq dessins, une chanson et un portrait
Gueux et gueuserie
Cris de la tranchée (mémoires de 2 poilus)

N° 27/28
1936 : le Front populaire
— Le cinéma du Front populaire
— L'église et le cinéma entre les deux guerres
Genève choisit la Réforme
Un quart de siècle pour Amnesty
La naissance du Boulangisme
La révolte des garçons de café
Le drame de Decazeville
Il était une fève
L'exode par mer des Havrais et les 800 morts du "Niobé"

N° 29
Marianne marraine et le crayon rouge
L'école du Second Empire
Les grèves tragiques de 1886 en Belgique
L'espéranto
Les brosseries de l'Oise
Les Normands en Amérique
Un camp de concentration français pendant la Seconde Guerre mondiale

N° 30
Deux mille ans de lutte contre l'incendie :
L'histoire des sapeurs pompiers
Le destin tragique de Maxime Marchand... et l'Algérie
Fête de l'ours
Noces normandes

N° 31
Débardeurs
La vie cahotique d'un caricaturiste célèbre Alfred Le Petit (1841-1909)
L'histoire de Jean-François Albert, curé révolutionnaire (1753-1802)
La pomme de terre et les Bretons.
Gavroche interdit de séjour à Paris ?

N°32
Une école militaire sous la Terreur : les quatre mois de l'Ecole de Mars (1794) (I)
Conseils aux ouvriers (1874)
Le chemin du bien-être
L'Echappée belle — 1930 — Les ch'tis à l'assaut des loisirs
La Résistance à l'occupant dans les Vosges et dans l'Aude.

N° 33/34
Un demi siècle de télévision
Les quatre mois de l'école de Mars (II) Les fêtes de l'école
Métiers disparus : La fabrication des liens
Les réfractaires : La hantise des mauvais numéros (1815-1868)
Le jeu de l'oie automobile (1933)
Conseils aux ouvriers (1874)
II — Le bienheureux ouvrier
L'histoire chic du ticket choc et les embarras de Paris (1907)
Les infortunes de Jean Gogo (Bande dessinée 1921)

N°35
La Fernsehsender Paris - La télévision en 1943-44
(III) L'Ecole de Mars et la terreur
L'expo de 37
Politique et philatélie
Guernica
Une ébauche de Sécurité sociale

N° 36
Quand l'heure était décimale (1793)
Les couturières
Avoir 20 ans en zone interdite
Les communautés juives en France
Le monnayage de la commune
Le jeu de la bourse

Les numéros disponibles peuvent être adressés franco aux conditions suivantes : 1 à 22 : 20 F. Numéros doubles 40 F — à partir du 23 : 25 F numéros doubles : 50 F — Commande et règlement à adresser à Editions Floréal BP 872 27008 Evreux.

les incertitudes pour le camp de Maïdanek, pour les victimes des camps spéciaux et les exécutions par camions).

Sur les Tziganes, l'établissement des statistiques est encore plus difficile et les estimations varient davantage(selon la communication de Joachim Hohmann portant sur le génocide des Tziganes "on peut estimer à 500 000 le nombre des Tziganes mis à mort"); en ce qui concerne les malades mentaux, environ l00 000en furent exterminés; pour le nombre des prisonniers de guerre soviétique, le seul document chiffré reste le rapport du général von Rundstedt (mort de plus de trois millions de prisonniers).

La morale et la science

Comme François Bédarida l'a rappelé au début de son exposé l'essentiel des données de base est maintenant établi, ce qui divise les historiens c'est l'interprétation. Au cours de celle-ci, ils doivent surmonter plusieurs obstacles.

D'abord, l'historien qui travaille dans le relatif, se trouve face au génocide devant l'absolu.Puisque le nazisme dénie à sa victime jusqu'à la qualité de l'être("tu n'es pas un chien, tu es un Juif"), l'holocauste semble situé au-delà de l'histoire. Or, il importe de résister à la tentatiion de la diabolisation.

Ensuite, la démarche rationnelle, l'esprit logique se trouvent comme désorientés dans l'univers du génocide où règne l'irrationnel et qui fonctionne par exemple en opposition évidente avec toute nécessité militaire, entravant même l'effort de guerre nazi.

Enfin, dans un domaine où l'éthique, la morale, la conscience sont si vivement sollicitées, comment surmonter les difficiles rapports qu'elles établissent avec l'histoire.

Et pourtant l'historien doit mener à bien une lecture distanciée, faire preuve d'un effort d'ascèse et de rigueur critique pour mettre l'humanité en face de la réalité. C'est ainsi qu'il prend la mesure des événements, donne sens et intelligibilité au passé.

Par la suite, l'exposé de l'historien canadien Michael Marrus rejoignait implicitement les développements de François Bédarida en valorisant les travaux solides sans lesquels l'histoire de l'extermination disparaîtrait comme les six millions de Juifs: il est vrai que certains pensent que l'holocauste exige plus une affirmation morale qu'une étude historique; une activité rigoureuse menacerait la portée morale, l'historicisation aboutirait à la banalisation de l'événement. Mais la menace n'est pas plus grande -pense Michael Marrus- que pour n'importe quel autre sujet et il suggère que l'holocauste soit étudié et compris comme l'Empire romain, la Révolution française ou la Grande guerre. Au lieu de se demander "comment l'homme a pu faire cela" il faut poser la question "pourquoi tels gens à telle époque". Il se peut qu'il y ait une signification morale plus profonde, mais l'étude est nécessaire pour le présent, pour notre propre société, pour nous-mêmes car n'importe qui parmi nous aurait pu être parmi les victimes, et aussi parmi les responsables.

Les négateurs du crime

Ce problème des rapports entre l'ordre éthique et la science allait être élargi à la fin du colloque sous le titre "Histoire et Mémoire" par Simone Veil, Alain Finkielkraut, Alfred Grosser et Claude Lanzmann, cependant qu'à l'adresse de ceux qui ont entrepris de nier le génocide, et notamment l'existence des chambres à gaz, plusieurs intervenants ont réaffirmé l'impossibilité de la discussion : après Philippe Burrin(Genève) précisant qu'il n'y a pas de débat historique sur le crime avec les négateurs, Pierre Vidal-Naquet a parlé de la monstruosité que constitue l'association du mensonge et du crime, dont les nazis se sont appliqués à effacer les traces de façon systématique; il est légitime de mettre à l'écart les héritiers du mensonge. De son côté Alain Devaquet qui en qualité de Secrétaire d'Etat à la Recherche avait annulé la "thèse" incriminée de Roques en 1986, est intervenu comme "un homme, un universitaire ordinaire qui fut confronté avec un phénomène qui nie la mort, la souffrance de millions d'êtres". "L'honneur parle plus haut que la crainte", disait-il en citant Bernanos avant d'expliquer que tout jury de thèse représente l'Université française, et le délit d'opinion n'existant pas dans notre pays il appartient aux savants, comme le font ici les historiens, de défendre la vérité. La phrase de de Gaulle, à savoir que si Hitler comptait sur la bassesse des hommes il avait oublié qu'ils avaient aussi une âme, mettait une fois encore l'accent sur le devoir moral de l'historien.

Dans leur effort d'élucider les conditions et les mécanismes des massacres, les exposés se sont visiblement concentrés, dans l'ensemble, autour de trois préoccupations: composantes et évolution de la politique d'extermination à la lumière des méthodes "fonctionnaliste" et "intentionnaliste" ; étude des différentes catégories des victimes; problème de la singularité de l'holocauste et du régime national-socialiste.

"Fonctionnalisme et intentionnalisme"

C'est Philippe Burrin(Genève) qui a exposé les traits généraux des deux démarches prévalant souvent de nos jours dans l'étude de la politique d'extermination nazie.

Ce qu'on désigne par "intentionnalisme" est très proche de l'opinion de l'homme de la rue, à savoir que Hitler a juré l'extermination des Juifs. Sous sa forme plus élaborée cette vision attribue le rôle décisif à Hitler, à son caractère, met l'accent sur son désir de conquête, sur l'application préméditée d'une idéologie meurtrière. Ainsi c'est bien Hitler qui provoque et approuve en mars1941l l'organisation des groupes d'action (Einsatzgruppen) en arrière du front de l'Est dont l'ouverture est imminente:le massacre systématique des Juifs russes par ces groupes annonce la "solution finale" de la "question juive".



Philippe Burrin.

Mais vers les années 1970, des historiens allemands(RFA) comme Hans Mommsen commencent à montrer que la route qui mène à Auschwitz est plus tortueuse. Si Hitler joue le rôle décisif il y a bien d'autres acteurs, les grands dignitaires nazis, dont les rivalités déclanchent l'engrenage meurtrier ayant sa propre dynamique, auquel Hitler cherche ensuite une justification pseudo-morale, sans qu'il y ait une politique préméditée(notons bien qu'il s'agit ici de l'étude d'un phénomène plus précis que l'antisémitisme exposé dans Mein Kampf).

Cette thèse de la "solution improvisée" débouche sur une vision plus structurée, que l'on peut appeler interprétation "fonctionnaliste" de la politique nazie d'extermination.

Au prix d'une simplification de la réalité, elle met l'accent sur la structure administrative et le fonctionnement des institutions, en même temps qu'elle relègue au deuxième plan le rôle de Hitler,dont on ne garde qu'une image confuse et improvisée. Hans Mommsen va jusqu'à parler -continue Philippe Burrin- d'une perte de sens des réalités par Hitler. Il y a donc une déconnexion de l'idéologie et de la politique chez les fonctionnalistes, ils interprètent l'idéologie de façon réductrice et accordent un grand rôle aux automatismes technocratiques.

Mais si par l'importance donnée à la dynamique inconsciente les fonctionnalistes risquent de déresponsabiliser Hitler, leur démarche permet une approche plus large en montrant qu'il était nécessaire d'élargir les débats sur les conditions et les circonstances de l'extermination. En considérant par exemple la question du point de vue des victimes le rôle de Hitler n'intervient pas de la même façon : direct dans le cas des Juifs, il cède la place à l'automatisme bureaucratique dans le cas de la mise à mort des Tziganes et des malades mentaux, tandis que le massacre des prisonniers de guerre russes devrait être plutôt attribué à l'incurie de l'administration militaire.

Finalement, une acception plus nuancée permet de dire que Hitler est composante du nazisme, mais il n'est pas tout le nazisme, qui a toutefois besoin de son fanatisme.

Marlis Steinert (Genève) a montré ainsi dans sa communication("Le fonctionnement de l'Etat national-socialiste : structures,techniques du pouvoir et processus de décision") qu'à l'image monolithique du nazisme il convient de substituer un processus dynamique aux secteurs isolés, balkanisés, fragmentés, comme la personnalité du Chef, et de voir la confluence entre celui-ci et l'Etat.

La genèse de la tyrannie

Après avoir analysé la "fluidité des structures" de l'Etat national-socialiste pendant ses douze années d'existence (en y distinguant six phases: du 30 janvier 1933 au 23 mars 1933, prise progressive du pouvoir par la combinaison des organismes traditionnels de la république de Weimar avec les organisations militantes;

de mars 33 à août 34 se situe la phase la plus importante car l'unité du Parti et de l'Etat, la pénétration de toutes les institutions par l'idéologie nazie sont alors acquises et Hitler réunit les fonctions de chef d'Etat, de chef de gouvernement et de chef de parti, en même temps que les partis et les syndicats sont dissous et que l'armée et l'économie


Christopher Browning, Dominique Schnapper, Marlis Steinert, Jürgen Förster, Kurt Pätzold.

restent des secteurs relativement autonomes;

1936 : innovations capitales dans la politique intérieure, dans la mesure où la sécurité ne dépend plus des organismes étatiques;

février 1938 : création d'organismes soumis directement à Hitler, les affaires juives jusque là éparpillées se trouvent centralisées entre les mains de Goering;

à partir de septembre 1939 : toute puissance du Führer puis, vers la fin de la guerre, multiplication des tendances centrifuges, les SS notamment deviennent l'élément catalyseur de l'Etat nazi), et après avoir décrit le style et la technique du pouvoir ainsi que le "processus décisionnel", elle a constaté que selon les phases et les secteurs on peut faire appel aux thèses fonctionnaliste ou personnaliste.

Si le côté charismatique du Führer et l'aspect féodal de son régime sont des données à ne pas négliger, il reste qu'il y a une hiérarchie des décisions, les unes émanant directement de Hitler, d'autres des organismes étatiques et bureaucratiques, d'autres encore des instances régionales et locales, où Hitler intervient seulement pour soutenir tel ou tel personnage ; son rôle reste cependant prédominant dans les domaines prioritaires, la politique étrangère et les questions militaires.

Dans un processus dynamique, la notion de la race elle-même n'apparaît pas comme un phénomène originel mais comme fonction du déroulement de la guerre: l'acquisition de l'espace vital, le règlement du sort des Eglises, la restructuration économique et sociale visent à augmenter le bien-être des Allemands, à maintenir la grandeur et la pureté raciale de l'Allemagne. Ces objectifs se confondent avec les buts de guerre de Hitler, qui tendent vers la création d'un Etat "biocratique".

Dès lors, la genèse de la solution finale est inséparable de la marche de la guerre, en particulier de la guerre contre l'URSS. Après l'exposé de Philippe Burrin qui a déjà attiré l'attention sur ce rapport à propos de la fécondité de l'approche fonctionnaliste, plusieurs communications allaient le mettre au premier plan: Christopher Browning (USA), "Quand a été décidée la solution finale ? ; Jürgen Förste (Fribourg-en-Brisgau), "Conjoncture de guerre et radicalisation du régime"; Eberhard Jäckel(Stuttgart), "Une politique idéologique: de la théorie à l'application".

Les étapes de la persécution

La chronologie des déclarations et des décisions montre qu'un tournant décisif dans la politique de Hitler à l'égard des Juifs se produit à l'approche de la guerre contre l'URSS, qui est à la fois une guerre de conquête territoriale et une entreprise d'extermination.

Depuis la prise du pouvoir les persécutions(dont les Etats étrangers pensent qu'elles sont une affaire intérieure à l'Allemagne) se sont accompagnées de mesures législatives visant la mise hors la loi


Barbara Vormeier.

des Juifs et leur expulsion. Barbara Vormeier (Paris) a montré sur ce point précis ("Les plans d'émigration et d'expulsion, 1933-1941") que dès avril 1933 -les trois moments essentiels étant l'incendie du Reichstag, l'adoption des lois raciales en 1935 et l'Anschluss en 1938 - les nazis avaient poursuivi trois politiques : dépouiller les Juifs de leur nationalité ; les éliminer de la vie culturelle et sociale; les forcer à émigrer.En 1935, il y a environ 50 000 départs, mais, à la suite de l'annexion de l'Autriche, il y a sur le territoire du Reich, en 1938, autant de Juifs qu'en 1933. Tout en poursuivant leur expulsion (environ 17 000 départs vers la Pologne fin octobre 1938, bien que le plan Schacht d'émigration ne soit pas réalisé) Hitler laisse entendre devant le Reichstag en janvier 1939 qu'il y a un rapport entre l'extermination des Juifs et la guerre qui s'annonce. "La prochaine guerre sera une guerre idéologique", dira-t-il peu après.Cependant, dans les opérations menées contre la Pologne ce caractère n'apparaît pas encore pleinement. Si la victoire entraîne l'application d'une politique de "remembrement" (assassinat des élites polonaises, colonisation des territoires annexées par des populations allemandes, regroupement des Juifs expulsés dans une "réserve" aux environs de Lublin), les difficultés se révèlent nombreuses et Hitler est déçu par l'inefficacité de la Wehrmacht dans les affaires civiles. C'est alors qu'il confie la tâche à Himmler, qui devient ainsi le deuxième personnage à côté de Goering détenant la compétence juive depuis 1938. La complicité qui se noue entre ces personnes va devenir la pièce essentielle de la solution finale.Le succès de la Campagne de France (mai-juin 1940) repose le problème des Juifs, toujours plus nombreux dans un Reich en expansion. Le 25 mai 1940, dans un long mémoire, Himmler suggère le départ des Juifs vers l'Afrique, qui aboutit au "plan Madagascar": la grande île, cédée par la France aux termes de l'armistice recevrait plus d'un million de Juifs. En juillet 1940, les nazis expulsent les Juifs d'Alsace-Lorraine vers la France de Vichy, mais le "plan Madagascar" se revèle impraticable, tout comme le "Judenreservat" de Lublin.

Or, l'invasion de l'URSS, prévue par la directive Barbarossa dès le 18 décembre 1940, allait étendre la conquête sur des territoires de l'Europe orientale qui comprenait des populations juives importantes. Leur destruction a trouvé des solutions nouvelles dans la mesure où elle coïncidait avec la conquête de l'espace vital et le règlement de compte avec le Bolchévisme. Une "ligne directrice", datée du même jour que la directive Barbarossa prévoyait déjà l'organisation de l'arrière du front de l'Est mais c'est seulement en mars 1941 que Hitler donne l'explication fondamentale concernant l'extermination de l'intelligentsia "judéo-bolchévique". L'armée se trouve investie de vastes compétences politiques et Himmler met en place 4 groupes d'action spéciale (Einsatzgruppen, qui allaient massacrer 530 000 Juifs dans les territoires de l'Est selon la précision donnée par Georges Wellers, et dont Heindrich, initié à son tour à ces questions, est le supérieur immédiat). Les groupes d'action procèdent dès l'invasion de l'URSS au meurtre systématique de masse des Juifs et des commissaires politiques, et des récits témoignent dès le mois de juillet des fusillades de femmes juives à la frontière littuanienne.A travers le cheminement des décisions et de leur exécution les historiens montrent la connivence entre Hitler et les autres grands responsables, Himmler, Heindrich et Goebbels notamment, qui poussent le Führer à agir, ou qui discernant avec une grande intuition ses intentions véritables, lui proposent des solutions pratiques pour approbation: "si on veut savoir ce que Hitler pensait, il suffit de regarder ce que Himmler faisait", dit Christopher Browning.

Mais ces complicités n'excluaient pas une certaine autonomie d'initiative de la part des personnages les plus haut placés du régime. Ainsi Yehuda Bauer (Jérusalem) a présenté, sous le titre Calculs et ambiguïtés de la politique nazie, les tentatives de Himmler de monnayer -par le truchement des négociations secrètes avec les Britanniques et les Américains- le départ des contingents de Juifs hors d'Europe, dans l'espoir de conclure une paix séparée avec les Occidentaux contre l'URSS.

La responsabilité de la Wehrmacht

Du côté de la Wehrmacht, le personnage central est le général Halder, chef de l'Etat-Major général de l'Armée, qui accepte à l'avance qu'il n'y ait pas en Russie de distinction entre opérations militaires et guerre idéologique. En guise de justification on a évoqué la nécessité d'assurer la sécurité des soldats allemands et le mythe du coup de poignard dans le dos de 1918. Tous les Juifs et les communistes étant considérés comme des ennemis potentiels, leur anéantissement pouvait être présenté comme une nécessité militaire d'autant plus que la guerre des partisans contre le "fascisme allemand" était dans son principe une riposte adéquate à la guerre idéologique hitlérienne.

Les succès fulgurants remportés sur le front russe pendant l'été 1941 accélèrent le massacre des Juifs de l'URSS et préparent la solution finale. En septembre encore les exterminations massives se limitent aux territoires russes, mais dès le début d'octobre Hitler donne son accord à la déportation des Juifs d'Allemagne vers l'Est; les premiers convois proviennent de Berlin, Vienne et de Prague, et beaucoup de Juifs sont assassinés dès leur arrivée. C'est alors que fut admis probablement le choix des camps d'extermination comme instrument de la solution finale car la construction des premiers camps, à Belzec et à Chelmno, date de fin octobre.

La question de savoir s'il y avait programmation ou engrenage trouve donc ici sa réponse dans le rythme des opérations militaires, instrument de "l'internationalisation de la biocratie" par l'extension du Volk allemand, comme l'a précisé Jean-Pierre Azéma présidant la séance; les succès provoquent chez Hitler une adhésion fanatique à son programme racial et rendent possible l'application de ce programme. Cependant, Christopher Browning remarque que s'il y a bien un lien étroit entre les victoires et la radicalisation de la politique hitlérienne, les échecs essuyés en URSS ne mettent pas fin à cette radicalisation.

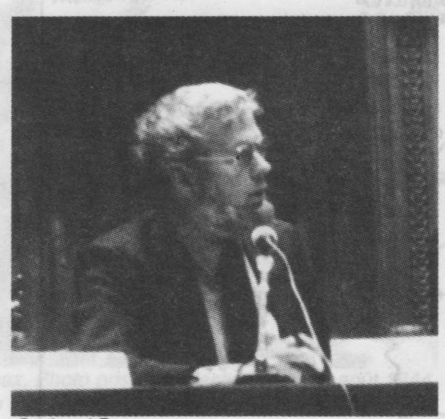

De g à d : Eberhard Jackel, Jacques Valade, Jean-Pierre Azéma.

D'autres exposés ont alors mis en lumière les précédents historiques (Léon Poliakov, "De la notion de race au génocide") et le poids des facteurs socio-économiques dans le génocide des Juifs.

La complicité des populations

Selon Kurt Pätzold(Berlin Est) le "régime fasciste" bénéficiait dès après son avènement d'un soutien de plus en plus large de la population, la meilleure preuve en étant que "jamais le régime ne souffrit d'une sérieuse crise de légitimation". Si la majorité populaire ne participait pas directement aux exactions commises dès mars-avril I933 par les nazis et leurs formations paramilitaires, elle suivait bien les consignes impliquant des changements d'habitude (ne pas acheter par exemple dans les magasins tenus par les Juifs, ne pas consulter des médecins ou avocats juifs etc). Par cette passivité, qui était une condition essentielle de l'action de la minorité anti-juive militante, la majorité "devenait complice politique et morale d'une escalade politique criminelle". C'est que non seulement les sphères supérieures et les militants, mais toutes les couches de la population ont bénéficié directement ou indirectement de "l'aryanisation" des banques et des entreprises et de l'expulsion des familles juives. Et, à la veille de la guerre, quand la persécution atteint son paroxysme avant la solution finale, "le gros des biens juifs confisqués alimentait directement le trésor de l'Etat et servait à financer l'armement".

Dans une analyse plus factuelle, l'historien Gerhard Botz (Salzbourg) a montré également "l'acceptation par la société des mesures de persécution" en Autriche après l'Anschluss. Il distingue sept étapes successives de persécution, allant des explosions "relativement spontanées" de l'antisémitisme populaire en mars et novembre 1938, jusqu'à l'extermination en passant par l'exclusion: expropriations, expulsions des emplois, des charges et des logements. A Vienne, où presque 10% de la population était juive "l'aryanisation était un élément fondamental de la politique en faveur des classes moyennes... .Entre 1938 et 1941, le gain de 70 000 logements pour les non-juifs avait été raisonnable."


Gerhard Botz.

L'expulsion aboutit d'abord à une ségrégation spatiale sous forme de ghettos, puis, quand les "aryens" réclament le droit d'occuper les maisons de ces quartiers, à la déportation: "Le seul moyen de s'emparer des maisons des Juifs, c'était de les déporter. C'est pourquoi, dès juillet 1939-...l'administration municipale avait déjà élaboré des plans en vue de la construction de camps de travail de type concentrationnaire pour les Juifs dans la région de Vienne. Il est notoire que des Autrichiens non-juifs ou membre du Parti nazi furent les ardents défenseurs de ces idées", dit G.Botz. Auparavent, l'antisémitisme populaire (d'origine chrétienne, comme dans beaucoup de pays de l'Europe de l'Est) a suffisamment humilié et dégradé le Juif pour en offrir le stéréotype à la propagande raciale systématique qui finit par faire du Juif un sous-homme. Dès lors, le sort qu'on lui réserve importe peu aux yeux de la population locale, vaccinée contre tout sentiment de pitié ou de solidarité.

La conclusion de G.Botz rejoint à maints égards celles qui ont suivi les études de la guerre à l'Est, tout en laissant percevoir quelque chose de plus durable et moins aléatoire que les victoires militaires hitlériennes.

Proches du problème précédent des complicités et des responsabilités mais situant le génocide dans une perspective plus vaste que les expulsions, plusieurs communications débouchaient ou portaient directement sur l'étude des différentes catégories des victimes du génocide: Michael Pollak (Paris), "Une politique scientifique: le concours de l'anthropologie, de la biologie et du droit"; Léon Poliakov (Paris), "De la notion de race au génocide"; Jerzy W.Borejsza (Varsovie), "Racisme et antislavisme chez Hitler"; Willy Dressen (Ludwigsburg), "Les malades mentaux"; Georges Wellers (Paris),"Les Juifs: des Einsatzgruppen aux chambres à gaz"; Joachim Hohmann (Fulda),"Les Tziganes".

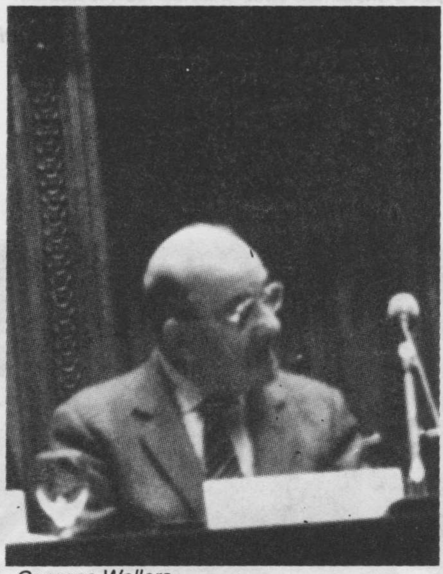
La collaboration des savants

Couvrant tous les aspects généraux de ces questions, l'exposé de M.Pollak montre d'abord que la politique raciale est conçue en vue de la pérennité de l'Allemagne, et fait des réserves quant à l'emploi des mots science et scientifique: il s'agit d'un ensemble d'institutions universitaires et de chercheurs engagés dans la promotion et la réussite; la politique d'extermination est préparée par une multitude d'experts issus de ce milieu.

Les liens entre science et politique s'établissent immédiatement après la prise du pouvoir par les nazis, quand experts et politiques s'unissent pour former une commission. Par la suite, à partir de 1938 et durant la guerre, les scientifiques poussent de plus en plus à étendre leurs techniques, mais l'effort de guerre rend illusoire l'application des exigences professionnelles. Ainsi les nazis sont-ils amenés à organiser des cours de dépistage raciaux accélérés pour de simples soldats des territoires occupés...

Pour constituer la notion d'hygiène raciale qui est leur idée de base, les savants ont eu recours à l'anthropologie physique et à certaines notions de la psychiatrie (M.Pollak allait préciser que durant les années 30 au Musée de l'Homme un groupe d'ethnologues travaillait pour dénoncer l'anthropologie allemande). La première, très proche de la médecine et de l'anatomie, et préoccupée par la définition des critères héréditaires de la race, s'est développée depuis le début du siècle, surtout par les recherches de E.Fischer sur les bâtards et les populations métissées. L'anthropologie physique a eu sa première reconnaissance officielle en 1926, en Autriche puis en Allemagne, dans les expertises judiciaires, et quand les nazis arrivent au pouvoir, elle joue son rôle dans les procès de descendance.

Quant à la psychiatrie, ses premières applications apparaissent pendant la Première guerre (hypnose, chocs élec-


Georges Wellers.



L'Europe concentrationnaire   Limites de l'Allemagne en 1939 ▬ camp de concentration □ ghetto
D'après Henri Michel, "la Seconde guerre mondiale, tome 1, p. 296.

triques, traitements médicamenteux) pour adapter les soldats aux horreurs du front. En scrutant l'hérédité dans certaines pathologies elle rejoint les préoccupations de l'anthropologie dans la recherche de l'hygiène raciale.

Dès juin 1933, les nazis mettent en oeuvre un cadre législatif matérialisé par deux lieux, l'Académie du Droit allemand et le Conseil consultatif de la politique de population. Ces lois unifient le système de santé et limitent la procréation des malades, parmi lesquels elles distinguent les malades héréditaires (folie, cécité, surdité, alcoolisme..) et les irrécupérables.

Les milieux professionnels médicaux se rangent, par carriérisme et opportunisme, du côté de l'Etat en saluant cette législation, puis fournissent des critères pour définir les différentes catégories de citoyens (lois sur le sang et l'honneur allemands; lois sur la citoyenneté distinguant entre bons Allemahds et citoyens douteux). En 1934, une sorte de division de travail s'établit entre anthropologues et psychiatres, les premiers se consacrant à la détermination des Juifs et les seconds remplissant la fonction d'experts auprès des instances juridictionnelles qui deviennent de plus en plus répressives. On observe en même temps l'extension de la notion d'hérédité sur certains crimes, sur les prostituées, les homosexuels et les asociaux, comme les Tziganes.

En 1939, un congrès est tenu à Munich pour donner une base légale à tout ce qui est du ressort des experts; ceux-ci demandent une meilleure formation technique pour reconnaître les races ainsi que l'exclusivité des expertises. Pendant la guerre, leur action se déploie dans le domaine de l'euthanasie et dans l'élaboration des différentes catégories d'occupés: les asociables, les esclaves et les racialement irrécupérables. Certaines catégories, comme les Tziganes pouvaient être proscrites à plusieurs titres: races, asociabilité et criminalité.

"Sous-hommes" et asociaux

La communication de J.Hohmann a retracé leur calvaire, après avoir noté que les lois raciales de 1935 mettaient au ban de la société à côté des Juifs avant tout les Tziganes, dont le nomadisme et l'asociabilité étaient traités comme des valeurs d'hérédité biologique. Le Dr Robert Ritter, chef du Service des recherches d'hygiène raciale et de biologie des populations a enquêté avec ses collègues anthropologues jusqu'à l'automne 1944 sur des dizaines de milliers de personnes pour relever chez elles des traces raciales. Il fut promu pour ce travail. On estime à 500 000 le nombre des Tziganes mis à mort. Par ce gigantesque génocide, une grande partie de la civilisation tzigane fut détruite, dit J.Hohmann.

En ce qui concerne les malades mentaux, leur extermination est entouré d'un secret rigoureux. Après 1933, guérir et éliminer deviennent indissociables. Les sages-femmes et les médecins doivent déclarer les enfant anormaux et il est recommandé aux médecins de déclarer plutôt plus que moins de malades. L'euthanasie des enfants commence juste avant la guerre, suivie par celle des adultes polonais à partir d'octobre 1939. Des témoignages ont confirmé que souvent les malades étaient conscients du danger.

Selon W.Dressen l'élimination des malades mentaux, par la faim, était également pratiquée dans les asiles français sous Vichy, où le nombre de ces victimes s'élèverait à 40 000.

Dans la hiérarchie raciale hitlérienne, les Slaves forment la catégorie des esclaves. J.W.Borejsza(Varsovie) a décrit les composantes de cet antislavisme: le préjugé sémantique "slaves=esclaves", l'image d'une race incapable de construire un Etat, à laquelle il faut apporter la langue et la culture allemandes, donnent une vision toute négative des Slaves. Dès le XVIIIe siècle on oppose l'Allemagne, personnification de la culture, et les Russes qui sont des barbares, des asiatiques.



De g à d : Michael Pollak, Joachim Hohmann, Willi Dressen.

Vue panoramique d'un camp annexe d'Auschwitz.




Le défilé des victimes nues vers la chambre à gaz. Photo prise clandestinement en août 1944 par le prisonnier David Szmulewski, membre du mouvement de résistance.


Saul Friedländer.

phénomène, sans parler du nombre des victimes: sans doute 18 millions de civils européens étaient-ils morts, mais le pourcentage des Juifs y est de loin le plus élevé.

Singularité des victimes, crime sans précédent: le régime national-socialiste l'est aussi. Son interprétation fut l'objet, outre l'exposé de Michael Marrus, de deux communications.

Mais l'historien polonais pense que si Hitler avait tous les stéréotypes autrichien-prussien-allemand concernant les Slaves, l'image négative en restait inconnue pour l'immense majorité des Allemands qui allaient s'en imprégner sous l'effet de la propagande. Aussi J.W.Borejsza a-t-il critiqué d'emblée l'historien allemand Ernst Nolte, selon lequel Hitler ne faisait qu'exprimer ce que les masses ne pouvaient pas dire.

En tout cas, le problème des Slaves appartenait sans conteste au domaine de l'hygiène raciale car dès le 34 octobre 1939 plusieurs dignitaires nazis écrivaient que les Polonais étaient des sous-hommes (Untermenschen) qu'il fallait détruire comme la vermine, et cet appel à leur destruction se faisait sans haine et sans colère, sur le ton des "spécialistes".

La singularité du génocide des Juifs

Décrite et analysée comme l'une catégorie des victimes du génocide et présente nécessairement au fil des différentes démonstrations historiques, l'extermination des Juifs débouchait sur le problème de la singularité de l'holocauste. C'était même,selon Saul Friedländer(Tel-Aviv), le problème central des débats.

En effet, deux intervenants venaient de mettre particulèrement en relief la spécificité du génocide des Juifs. Leur extermination, qu'aucun autre antisémite n'a jamais prévu avant lui, était le but suprême de Hitler, a dit Eberhard Jäckel. Et ce but avait des fondements précis, notamment que les Juifs ne formaient pas une communauté de peuple: indifférents à l'espace vital, une des obsessions de l'hitlérisme, ils n'avaient pas d'Etat territorial. Ils étaient aux yeux de Hitler les adversaires non pas de telle ou telle nation, mais les ennemis du principe même de la nation. Leur extermination était donc un devoir international.

De même, Michael Marrus(Toronto) a souligné que chaque Juif était une menace pour Hitler, qu'il fût femme, enfant ou vieux, de la plus petite à la plus grande communauté (celle de l'Albanie ne comprenait par exemple que 200 personnes). A l'encontre de ceux qui pensent que les Juifs n'étaient pas les seules victimes, même en admettant qu'ils en constituaient la majorité écrasante, il est nécessaire de préserver la singularité de l'holocauste car on nierait que c'est une rupture avec le passé, un événement sans précédent. Le massacre des Arméniens évoqué par Hitler lui-même pour justifier ses agressions peut-il être retenu à titre d'antécédent ? (l'invention du mot génocide date de 1943)): la population arménienne a survécu à la tuerie de 140 000 des leurs, qui n'était pas inspirée par une idéologie, mais s'inscrivait dans un conflit politique, sans cette haine physique qui accompagnait l'antisémitisme en Europe. Holocauste, c'est l'application d'idées abstraites, un processus industriel,l'organisation bureaucratique, la déshumanisation des victimes.

Tout cela fait partie de la singularité du

Nazisme et Bolchevisme

Dans "La mise en histoire du national-socialisme", Saul Friedländer a analysé le consensus établi entre historiens depuis les travaux de Hannah Arendt concernant l'approche du national-socialisme, posé la question de la responsabilité historique (cristallisée autour des "grands responsables":le parti nazi, son chef, les rouages de l'Etat et la passivité de la société allemande et celle des victimes, laissant donc de côté le contexte international de 1919 à 1939 ainsi que l'Eglise, la IIIe Internationale et les partis ouvriers et libéraux), puis constaté que quatre décennies se sont avérées inefficaces pour pouvoir envisager le nazisme avec sérénité: les débats actuels sont infiniment plus intenses qu'il y a 40 ans, ce passé est plus présent que jamais et sur son interprétation pèsent les choix idéologiques. Dès les années 1950 l'historienne allemande Hannah Arendt établit les traits du totalitarisme par la comparaison du nazisme et des crimes staliniens (assimilés très souvent au Bolchévisme).

"La mise en comparaison du national-socialisme" par Pierre Ayçoberry(Strasbourg) était donc la suite logique de l'exposé précédent. Après avoir posé la question si ce régime peut être comparé à un autre, l'auteur constate que tous ceux qui cherchent une histoire politique conceptualisée comparent le nazisme aux partis communistes. Pour certains cette démarche a fait



son temps, tandis que d'autres disent qu'il y a un véritable renouveau du modèle du totalitarisme. En tout cas, ce modèle pose deux séries de questions, dont la première concerne la démarche même:

- comment juger la validité de la méthode comparative (il s'agit de recenser les ressemblances et les différences);
- la documentation est-elle la même pour les deux objets de la comparaison (on constate que non);
- la comparaison des chiffres a-t-elle une signification;
- la chronologie peut-elle s'appliquer à ces comparaisons: difficilement car le nazisme a duré l2 ans tandis que l'URSS dure encore, et comment comparer la guerre civile avec la terreur nazie ?

La deuxième question est de savoir quel est le but de la comparaison. Il s'agit le plus souvent d'une stratégie d'amalgame: le nazisme étant le mal absolu on cherche à réduire l'adversaire du moment au niveau du mal absolu (soit que nazisme=capitalisme soit que nazisme=bolchévisme).Si ce procédé ne compromet pas la validité de la démarche puisqu'on cherche à construire un "type idéal" du totalitarisme (le mot n'ayant donc pas la même portée que son ancêtre et homonyme italiens), les comparaisons s'appliquent souvent aux procédures juridiques et non pas aux intentions, comme cela devrait se faire en démocratie. Or Hannah Arendt a négligé le problème des fins et des moyens des deux régimes: certes, le but de chacun d'eux est de fabriquer un homme nouveau, mais cela n'apporte pas une meilleure connaissance car le nazisme procède par exclusion et destruction tandis que le stalinisme utilise comme moyen l'intégration forcée.

Quant à l'évolution des deux idéologies, Hitler se rapproche de son but en juin l94l au moment où Staline s'en éloigne et la fin de la guerre provoque une explosion idéologique chez celui-ci en même temps que s'effondre le régime hitlérien. En fin de compte, l'auteur pense que pour qu'il y ait validité, la confrontation des spécialistes des deux côtés serait nécessaire, car dans l'état actuel on peut dire que "comparaison n'est pas raison".

Conclusions

Le devoir de l'historien et les grandes questions soulevées pendant le colloque étaient repris et développés par François Bédarida dans des conclusions qui introduisaient en même temps le Symposium "Histoire et Mémoire" clôturant cette manifestation à la fois scientifique et humanitaire.

Pour caractériser le régime nazi il en a souligné le caractère anticommuniste, antichrétien et antijudaïque, ce dernier trait apparaissant comme la convergence des deux autres, et aussi comme l'héritage séculaire d'un antijudaïsme chrétien: "l'antisémitisme n'est pas un problème juif, c'est notre problème", disait-il en citant J.P.Sartre.

Le racisme occupe une place centrale dans la politique d'extermination, et qui dirait qu'il ait disparu. Le colloque a substitué à un système relativement monolithique une conception plus complexe où se combinent programme et engrenage et où les acteurs sont plus nombreux que l'on ne pensait; tout cela rend l'interrogation plus pressante car les limites qui nous séparent de la barbarie apparaissent fragiles: l'Allemagne ne fut-elle pas le phare de la civilisation ?

Parmi les acteurs l'attitude des Juifs retient particulièrement l'attention: quelle est la part de leur résistance (sous forme de résistance armée, d'entr'aide et de sauvetage), de leur passivité ou de la collaboration de certains groupes ou institutions (les Conseils juifs notamment ont-ils collaboré ?); eu égard à la passivité des Juifs l'auteur se demande s'il s'agit là de quelque chose de propre aux Juifs, cette résignation séculaire souvent dite, ou d'une passivité générale propre à l'époque. En témoigneraient suffisamment l'attitude des prisonniers de guerre français en l94O et celle des soviétiques en l94l, qui se rendaient en masse. Passivité évidente aussi en Allemagne et dans les pays occupés; et les Alliés, quelles informations possédaient-ils et quels étaient leurs moyens...?

En réalité -pense l'auteur- il y avait une grande ignorance des atrocités allemandes, et une grande confusion, ainsi que le disait R.Aron: "Le génocide, qu'en savions-nous à Londres ?".

C'est après 1945, sous le choc, que tout bascule dans les consciences, malgré Hitler qui voulait "libérer l'homme de sa conscience".



De gà d : Alfred Grosser, Alain Devaquet, Simone Veil, Hélène Ahrweiler, Claude Lanzmann, Alain Finkielkraut.

Parlant de la responsabilité historique de la partie scientifique François Bédarida a précisé que toute pensée, tout jugement sur le nazisme est tributaire de la connaissance de l'histoire, tout en signalant à propos des méthodes "fonctionnaliste" et "intentionnaliste" qu'il ne faudrait pas en être fasciné.

Mais c'est la victime, le penseur, le citoyen et l'artiste qui ont formulé des critiques plus ou moins sévères à l'égard des historiens, sans que ce fût l'objet principal de leurs propos.

La mémoire des morts

Déjà au début du colloque, Pierre Vidal-Naquet avait situé Shoah comme mettant en cause le discours de l'historien, qui est capable de toutes les ruses. Seule la mémoire fonctionne en effet dans le film de Claude Lanzmann, lieu de rencontre entre le temps perdu et le temps retrouvé.

Le cinéaste a rejoint à son tour les jugements de Pierre Vidal-Naquet, puis, irrité certainement par le côté spéculatif de la chose, n'a pas hésité de dire que le débat entre "fonctionnalistes" et "personnalistes" déshonore l'histoire. Leur positivité, leur savoir mort s'opposent au "faire revivre". Pour lui, il n'y a pas d'histoire sans contemporanéité et un événement qui n'a pas laissé de traces dans le présent est un non-événement. Qui plus est, il n'y a pas de savoir d'un pareil événement, pour l'artiste, ce savoir passe par le "praxis", le travail concret permettant de déboucher sur l'incarnation.

Or, l'absence du témoin est au coeur de l'événement: ceux qui allaient être gazés n'y croyaient pas et ne sont plus là; la dénégation que nous connaissons aujourd'hui existait déjà au temps du crime car les chambres à gaz ce n'est pas seulement le crime, mais aussi la destruction des traces du crime.

La véritable question est de savoir comment on fait l'histoire de Treblinka. Il y a des témoins allemands, mais ils ne parlent pas. La destruction du peuple juif fut totale, radicale, en sorte que trouver un témoin cela donne l'impression d'un autre âge, d'un temps immémorial comme si l'enquêteur dialoguait à travers une distance stellaire: c'est comme le passage d'une destruction immémoriale à une présence pure, et si le cinéaste n'avait pas fait ce qu'il a fait, ç'aurait été une autre destruction. Aussi a-t-il demandé quand le témoignage oral aura-t-il accès à la dignité historique, comme l'a fait après lui Simone Veil.

S'exprimant non pas comme quelqu'un qui exerce des responsabilités politiques ou qui a réfléchi depuis 40 ans, mais comme une victime qui s'assume semblablement à ses camarades rescapés, elle a posé d'emblée la même exigence que le témoignage oral soit retenu par l'histoire, qui doit donc tenir compte de la parole passionnée, car la conceptualisation déforme aussi l'histoire.

La mémoire des survivants

Si Anise Postel-Vinay (Paris), membre d'un réseau de renseignements, arrêtée et déportée à RavensbrÜck, a rapporté antérieurement l'expérience des camps (Les camps ordinaires: l'exemple de Ravensbrück), d'où personne ne devait en principe sortir vivant, Simone Veil a parlé de la mémoire vécue depuis 40 ans par une jeune fille juive déportée avec ses parents et libérée vers le 15 avril 1945 par les Anglais, après avoir passé 13 mois dans les camps de Birkenau et de Bergen Bersen.



Anise Postel-Vinay.

La mémoire a été notre obsession et notre engagement, disait- elle, bien que cette obsession ne soit pas propre à la déportation. Il n'y a pas eu complot du silence quoiqu'on en dise aujourd'hui. Dès que nous sommes rentrés, nous avons cherché à parler, c'était un besoin physique. Mais pourquoi avoir si peu parlé ou plutôt pourquoi avoir été si peu entendus ? Ce fut comme une succession d'interruptions de parole, comme un enfant que l'on interrompt tout le temps: quarante années vécues comme une humiliation permanente dans le découragement, provoqué

par l'indifférence, l'incompréhension et la bêtise.

Cela a commencé dès la libération des camps quand les Anglais tenaient absolument à nourrir les rescapés avec des rations de soldats, bien que dans les villages proches on pût trouver du lait !... Beaucoup de survivants sont morts à cause de cela. Après la rentrée, on provoque la gêne, l'accueil n'est pas bon, il y a des déceptions et beaucoup d'indifférence, et quelques personnes extraordinaires. Et surtout le regard de certains: comment sont-ils là ? Comment ont-ils pu survivre ceux-là ? Comment se fait-il qu'il y a une poignée de survivants quand les autres ne sont pas là ?

Le mieux encore, est de se retrouver ensemble, c'est alors qu'on parle, qu'on rit même en tournant en dérision la souffrance, l'expérience des camps de la mort: "Un petit bâtiment dapparence ordinaire dont personne, jamais, ne ressortait; les tas de vêtements, de lunettes et de jouets; la fumée, voir les flammes hors des cheminées et sans cesse l'odeur infecte; le roulement des trains qui n'en finissaient pas..."

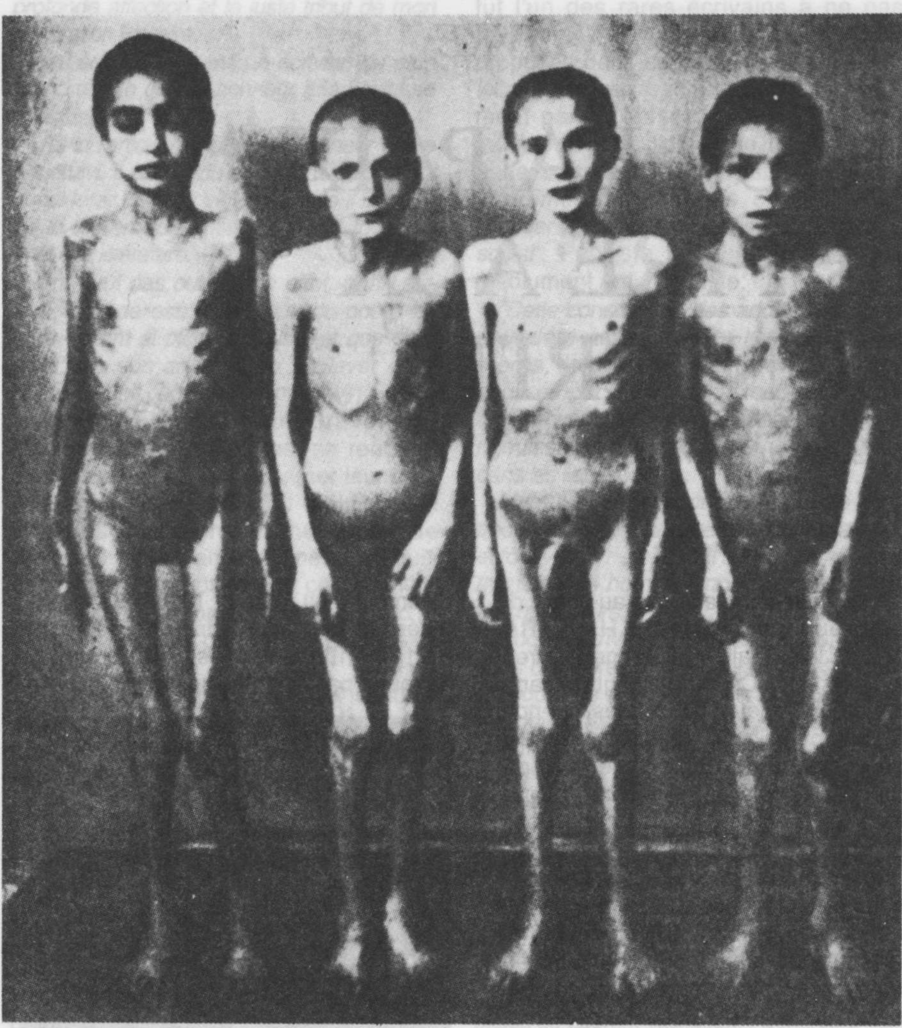
Pourquoi spécialement en France ce silence ? C'est d'abord que beaucoup de survivants ne savaient même pas parler: c'étaient des réfugiés qui n'avaient pas eu le temps d'apprendre le français...D'autres, comme les Tziganes, n'ont toujours pas trouvé de porte-parole. Rompre le silence, ç'aurait été également faire face à certaines culpabilités. Du reste, le soutien manquait autant de la part des institutions juives que du côté du gouvernement, noyé qu'il était dans ses papiers.

En terminant son témoignage, Simone Veil s'est élevée contre la banalisation, dont malgré tout le procès Barbie aussi aura été finalement l'exemple; de même, il faut s'opposer à la déculpabilisation et ne pas mettre sur la même page une photo d'Auschwitz et d'Hiroshima, aussi horribles qu'elles soient toutes les deux.

Peu avant Simone Veil, Alfred Grosser a dit également combien la mémoire a horreur de la banalisation, mais son "témoignage de la fidélité" s'est étendu surtout sur la spécificité de la conscience chrétienne et sur la question de la responsabilité collective: en 1945, la victoire a été remportée sur un régime et non sur un peuple, il fallait comprendre ce qui est arrivé au peuple allemand. C'est au nom des valeurs bafouées qu'il fallait chercher un avenir. Il importe peu, dit Alfred Grosser, que pour Hitler nous fussions de la vermine, ce qui m'importe c'est que nous ne prenions personne pour de la vermine. Quant aux responsabilités, les Français avaient demandé aux Allemands de ne pas prescrire les crimes nazis, mais eux-mêmes pratiquaient l'amnistie. Il faut cesser de ne chercher la faute que chez les autres, cela d'autant plus que l'actualité fourmille d'exemples des valeurs et des droits bafoués, le plus récent en étant l'expulsion des réfugiés politiques iraniens.

Histoire et mémoire

Enfin, l'exposé du philosophe Alain Finkielkraut a épousé exactement l'intitulé du symposium: "Histoire et Mémoire". Il s'apparentait toutefois aux autres communications de cette série par ses critiques des historiens. Ces derniers, dit l'auteur, s'en prennent à la mémoire au nom de l'histoire, qui représenteraient deux phases avec une sorte d'opposition: la mémoire est partiale, émotionnelle et chargée de jugements de valeur, tandis que l'histoire refroidit le passé, elle



Enfants du camp d'Auschwitz (photo prise par un médecin SS, le dr Mengele.

implique l'ordre de la science, elle est sereine.

Pour Alain Finkielkraut, penser c'est surmonter l'opposition entre l'ordre éthique et la science. Au lieu de céder à une dichotomie ruineuse, il importe de rehausser l'une par l'autre: plus nous sommes indignés par l'horreur, plus nous cherchons à connaître.

Il démontre ensuite le caractère unique, incommensurable de l'extermination des Juifs, et explique les mécanismes de deux types de contestations de cette unicité, l'une se manifestant dans le domaine de l'histoire, l'autre dans le domaine du droit. Le premier domaine est illustré par l'historien Ernst Nolte pour lequel Auschwitz est une étape de la guerre, un acte de guerre, un acte de légitime défense; Hitler n'a fait que répondre au bellicisme des Juifs: la motivation idéologique est évidente, elle introduit parmi nous la propagande nazie.

Quant au juridisme, on l'appréhende par le truchement de la démarche fonctionnaliste qui se traduit facilement par un "circonstancialisme": les acteurs ne font que s'affoler, exécuter des ordres; la solution finale n'est alors qu'une énorme bavure de guerre. L'imposture juridique apparaît ainsi dans le procès Barbie ou encore dans le cas de cet avocat de Nuremberg, cité par Pierre Vidal-Naquet, qui considérait non pas comme des tueurs mais comme des sauveurs de Juifs ceux qui sélectionnaient ces derniers, les uns vers les chambres à gaz, les autres vers le travail. Ici apparaît la solution finale comme la possibilité ultime d'un monde, conclut Alain Finkielkraut, qui ravale, qui dégrade la raison à un simple instrument opérationnel.

Julien Papp



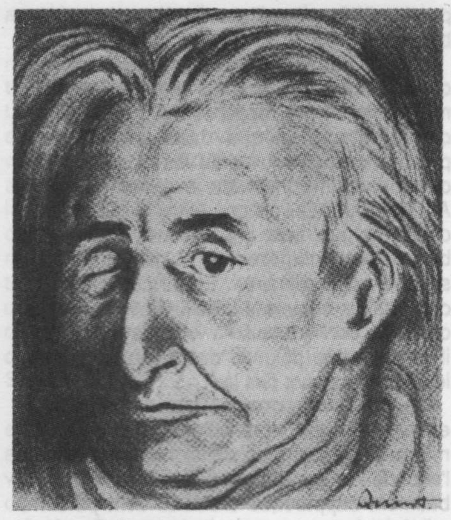
(1) Le rythme des communications, leur densité et les conditions d'audition ne nous ont pas toujours permis de transcrire convenablement le contenu de tous les exposés. Mais nous nous sommes efforcés de ne pas en déformer le sens général et nous excusons auprès des intervenants qui ne retrouveraient ici leurs propos que sous une forme trop succincte.

Himmler inspectant le camp d'Auschwitz en compagnie d'un responsable d'I.G. Farben (juillet 1942).

A PROPOS D'UN LIVRE

POUR LA PAIX / LETTRE AUX CONSCRITS

de Laurent Tailhade.


Laurent Tailhade

Le dix-neuvième a révélé au public de nombreux polémistes : Henri Rochefort, Jules Vallès, Séverine, Laurent Tailhade, etc. Ce dernier figure parmi les auteurs aujourd'hui oubliés. Le nom de Laurent Tailhade, en effet, n'est plus guère évoqué qu'à titre d'exemple, par rapport à l'école parnassienne, ou par rapport à l'une des multiples anecdotes qui jalonnent sa vie.

Les manuels consacrés à l'histoire ouvrière, quand ils s'attachent à décrire la période succédant à la commune de Paris et s'étendant jusqu'à la première guerre mondiale, mentionnent souvent la mésaventure que connut Tailhade en 1894.

Mais reprenons les faits : le 9 décembre 1893, un anarchiste dépose une "marmite" à l'intérieur de la Chambre des Députés. Celle-ci, emplie de clous, explose, et quelques députés sont légèrement blessés. Le geste était symbolique, Vaillant l'affirmera ensuite à plusieurs reprises. Il ne voulait pas tuer. Son acte prenait place au sein d'une longue confrontation entre les éléments les plus révolutionnaires du mouvement socialiste et la bourgeoisie. Le 1er mai 1891 l'armée tirait sur la foule à Fourmies, dans le Nord. Dix morts. Le 11 juillet 1892 Ravachol était exécuté après avoir commis plusieurs attentats à Paris. Le 5 février 1894, Vaillant est exécuté à son tour. Emile Henry dépose ses bombes, mais il est arrêté lui aussi, le 12 février 1894. Le 21 mai 1894, il est guillotiné.

La répression appelait la violence, et la violence appelait la répression. Laurent Tailhade salue l'acte de Vaillant en des termes qui furent abondamment commentés: "qu'importent les victimes si le geste est beau ?"

Par un malencontreux hasard il se trouve, le 4 avril 1894, au restaurant Foyot, à Paris, en compagnie d'amis, quand une bombe éclate dans la salle. Tailhade est gravement blessé : il perd un oeil. L'événement est resté célèbre.

Il exprime assez bien quel genre d'homme était Laurent Tailhade. Celui-ci n'hésitait pas à prendre des positions nettement tranchées, quitte à désavouer par la suite ses propos ou à


Le 4 avril 1894 une bombe éclate dans la salle du restaurant Foyot où se trouve Tailhade

devoir affronter les invectives des personnages qu'il prenait à partie. Car si le dix-neuvième siècle constitue l'âge d'or du pamphlet, Laurent Tailhade était l'un des plus habiles représentants de ce style littéraire. Les inimitiés qu'il se fit provinrent souvent de la virulence avec laquelle il maniait sa plume.

Laurent Tailhade est né à Tarbes en 1854. Il meurt à Paris en 1919. Entre temps, il dilapide la fortune de sa famille, mène une vie de bohème, se fait connaître comme l'un des plus brillants poètes de son époque. Son père, magistrat, était loin de dédaigner les plaisirs de l'ébriété, et sa mère redoublait de dévotion. Peut-être Laurent Tailhade puisa-t-il dans son enfance sa profonde aversion de la religion et son irrespect pour la justice courbée devant les hommes détenant argent ou pouvoir.

"Trop de merluche et des lentilles copieuses
- Seule réfection tolérée aux croyants -
Enjolivent de certains rots édifiants
La constipation des personnes pieuses." (1)

Bachelier, Laurent Tailhade se rend à Toulouse pour y poursuivre des études de droit. Il se lie d'amitié avec Charles Cros. Il se marie. Il commence à rédiger ses premiers textes. Il se fixe ensuite à Nantes. Il est alors un "dandy", un homme à l'abri des tracasseries matérielles, disposant à loisir de son temps. La poésie l'accapare de plus en plus, mais il tait d'abord cette "liaison".

Il rédige à cette époque les pièces qui composeront son premier ouvrage, *le Jardin des rêves*, paru en 1880. Laurent Tailhade arrive ensuite à Paris. Il est ami avec Maurice Barrès "Barrès dont la froideur va jusqu'aux humeurs froides", Verlaine, Rachilde. Avec Barrès, il se battra en duel, quelques années plus tard (le duel était encore autorisé et permettait d'épancher rapidement les différends !), lorsqu'éclatera l'affaire Dreyfus. Tailhade fut un fervent dreyfusard. Il n'en fut pas toujours de même, et il se montra, à ses débuts, parfois antisémite. Mais (ce qui ne l'excuse en rien, mais explique pourquoi son cas était plus courant qu'on ne serait enclin, aujourd'hui, à le penser), à la fin du dix-neuvième siècle l'antisémitisme était un sentiment malheureusement répandu en France. Les diatribes de Drumont (2), de Barrès, le patriotisme exacerbé du général Boulanger ou les ligues dirigées par Déroulède, accréditaient l'idée d'un "complot juif" menaçant la France. Au nom du socialisme beaucoup d'hommes politiques dénonçaient la mainmise des financiers juifs sur l'économie nationale. L'affaire Dreyfus permit de clarifier la situation. Peu à Peu apparurent les véritables bénéficiaires de la propagande anti-juive. Laurent Tailhade saura, lorsque cela sera nécessaire, fustiger les hommes qui profitaient de la campagne menée à l'encon-

tre des juifs pour accroître leur fortune ou leur pouvoir politique.

En 1891 paraît un pamphlet : *Au pays du mufle.* Tailhade collabore à diverses revues, dans lesquelles se retrouvent nombre d'écrivains symbolistes: "Le Mercure de France", "La Plume", etc. Comme la plupart des écrivains symbolistes, il défend aussi les militants révolutionnaires lorsque ceux-ci sont en proie à la répression. Ses déclarations, après l'attentat de Vaillant, et surtout les circonstances dans lesquelles il perd un oeil, attirent sur lui l'attention du public.

Ses poèmes, ses pamphlets sont publiés. Sa participation à la presse littéraire s'accentue.

Il collabore également à la presse libertaire, qui comptait alors de très nombreux titres. En septembre 1901, un article paru dans "Le libertaire" fit grand bruit. Laurent Tailhade en appelait, sans fioriture aucune, à l'assassinat du tsar Nicolas II, en visite en France :

"Quoi, parmi ces soldats illégalement retenus pour veiller sur la route où se piaffe la couardise impériale, parmi ces garde-barrières qui gagnent neuf francs tous les mois, parmi les chemineaux, les mendiants, les trimardeurs, les outlaws, ceux qui meurent de froid sous les ponts en hiver, d'insolation en été, de faim toute la vie, il ne s'en trouvera pas un pour prendre son fusil, son tisonnier, pour arracher aux frênes des bois le gourdin préhistorique et, montant sur le marchepied des carrosses, pour frapper jusqu'à la mort, pour frapper au visage et pour frapper au coeur la canaille triomphante, tsar, président, ministres, officiers et les clergés infâmes, tous les exploiteurs du misérable, tous ceux qui rient de sa détresse, vivent de sa moelle, courbent son échine et payent de vains mots sa tenace crédulité ! La rue de la Ferronnerie est-elle à jamais barrée ? La semence des héros est-elle inféconde pour toujours ?"

"Le sublime Louvel, Caserio n'ont-ils plus héritiers ?" ajoute Tailhade. *"La conscience humaine vit encore. Que Paris acclame le tsar Nicolas II. Que Loubet, couvert encore de leur bave, ramène Déroulède et Guérin, et tant d'autres voyous ! Que Puibaraud emprisonne des enfants comme Almereyda, sous couleur qu'ils ont les mains blanches avec des yeux jolis. Le soir viendra bientôt, le soir de la justice, irrésistible comme le printemps."* (3)

Les magistrats ne tardent pas à réagir. En compagnie de Louis Grandidier, gérant du "Libertaire", Laurent Tailhade est convoqué devant la neuvième chambre du tribunal correctionnel de Paris en octobre 1901. Il est inculpé de *"provocation directe au meurtre dans un but anarchiste"*. En sa faveur, plusieurs témoins prennent la parole. L'intervention d'Emile Zola produit une forte impression sur les juges.

"J'ai une grande amitié pour Laurent Tailhade", affirme-t-il, *"et je viens lui apporter à cette barre l'expression très sincère de ma profonde affection et le juste tribut de mon admiration littéraire.*

Laurent Tailhade est un écrivain du plus grand mérite qui fait honneur à la littérature française.

J'ai lu l'article qui lui vaut l'honneur d'être poursuivi. Il est conçu en termes qu'on peut considérer comme violents, mais il importe de le lire en son entier, et il doit tout son effet à la littérature.

Il ne faut pas oublier, en effet, que Laurent Tailhade est, avant tout, un poète au style vibrant et plein d'images, et que c'est ainsi que son article a pu soulever chez quelques uns certaines craintes." (4)

Anatole France, Jean Grave, Sébastien Faure, et d'autres, se rendront aussi à la barre, pour exprimer leur soutien à Laurent Tailhade. Celui-ci est toutefois condamné à une année de prison et mille francs d'amende. Louis Grandidier est pour sa part condamné à six mois de prison et cent francs d'amende. Tailhade purgea sa peine à la prison de la santé.

Durant son séjour derrière les barreaux, un ouvrage reprenant le texte poursuivi et de récentes conférences voit le jour : *Discours civiques.*

A sa libération, Laurent Tailhade entame un long cycle de conférences. Il traite du développement des idées anticléricales ou de la doctrine anarchiste. Franc-maçon, il tente de populariser ces idées à l'intérieur des loges. Mais il ne réussit guère à se montrer convaincant. L'image du "dandy" contestataire, déambulant dans les rues de Paris couvert d'une large cape noire, lui colle à la peau. Ses ennemis s'acharnent contre lui. Les anarchistes se méprennent sur son compte. Laurent Tailhade était un homme sincère, mais maladroit. Ses engagements le desservent plus qu'ils ne le servent.

Niant avoir signé une affiche antimilitariste, Tailhade rompt ensuite avec le milieu libertaire. Il semble pourtant qu'il ait réellement signé cette affiche mais que, pris de crainte, peut-être, à l'idée d'un nouveau procès et d'une nouvelle incarcération, il ait jugé préférable de ne pas maintenir son nom.

Il est néanmoins évident que Laurent Tailhade était un pacifiste convaincu. Lors de la première guerre mondiale, il fut l'un des rares écrivains à ne pas rejoindre "l'union sacrée". Les textes proposés dans ce livre : *Pour la paix et lettre aux conscrits*, furent publiés initialement par E. Messein en 1909. Ils témoignent de la fidélité de Laurent Tailhade à la cause de la paix, cet *"idéal suprême des groupes civilisés"*, ce *"dernier terme et couronnement du contrat social"*. Pacifiste, Laurent Tailhade est résolument antimilitariste:

"Cette conscription des adolescents que devraient accompagner les pleurs des mères, les cris de haine et de fureur poussés par les conscrits, cet acte de tyranie hypocrite et féroce donne lieu à des réjouissances, à des hurlements de fête dans les lieux publics.

Marqués au front comme les bêtes d'un troupeau, les partants beuglent dans la rue et font voir le numéro qui les sort de la communion des hommes pour les transmuer en chourineurs.

Hoquets d'ivrognes, mots confus, chansons ordurières, ils trainent dans les débits d'alcool une allégresse de commande et d'ennui qui les ronge au fond du coeur !" (5)

Par ses extravagances, Laurent Tailhade n'est-il pas le précurseur des surréalistes ? Par ses prises de position, la lecture de son oeuvre n'est-elle pas d'une actualité toujours renouvelée ?

Thierry Maricourt

(1) "Vendredi Saint", in *Les oeuvres complètes de Laurent Tailhade*, F. Bernouard éditeur, 1929.

(2) Voir à ce propos l'ouvrage de Georges Darien *Les Pharisiens. La France juive* de Drumont devient, grâce à Darien, un grotesque ouvrage rebaptisé *la Gaule sémitique !*

(3) Laurent Tailhade, *Discours civiques* P.V.Stock éditeur, 1902.

(4) L'intervention d'Emile Zola est mentionnée dans *Discours civiques*.

(5) Laurent Tailhade, *Lettre aux conscrits*.



Sébastien Faure et Jean Grave qui témoignent au procès de L. Tailhade.



Union Pacifiste

Dans son numéro de décembre, nous avons relevé :

- Un hommage à Oscar Arias, Président de la République du Costa Rica à qui vient d'être attribué le Prix Nobel de la Paix 1987. Fait peu connu, ce petit pays d'Amérique Centrale, voisin du Nicaragua, est une démocratie sans armée dont 25% du budget national est attribué à l'éducation et à la culture !
- Indochine des Années Vingt : Raisons et déraisons d'une faillite
- Un dossier sur les jouets "guerriers".

(Le Numéro 15F) 4 Rue Lazare-Hoche 92100 Boulogne

A propos du Nicaragua, Pierre Cellier actuellement en voyage dans ce pays écrit dans la revue **"Des objections en monde rural"** (*) que 60% des ressources de l'Etat vont à l'armée, que reste-t-il pour la culture ?

(*) 16 rue G.Cordier 69650 St Germain au Mont d'or

Dossier noir de la grande pauvreté en France.

C'est le quatrième dossier de documentation de la nouvelle collection "diffusion restreinte" des éditions Avis de Recherche. Réalisé par une équipe de presse et de documentalistes, ce dossier réunit:

- plus de cent articles de presse de quotidiens, périodiques et revues spécialisées.
- des documents et études internes du ministère des Affaires sociales.
- des extraits de rapports du Conseil économique et social, de l'INSEE et du CREDOC.
- Une synthèse du Bureau International du Travail.
- Un répertoire des sources documentaires indispensables.

Disponible par correspondance à Editions Avis de Recherche BP 53 75861 Paris Cedex 18

Terres Ardennaises

No 20 Octobre 1987

Ce volumineux numéro de 80 pages est consacré à la chasse dont cette région est le lieu de prédilection. Nous avons noté:

- La chasse: une nécessité pour l'homme préhistorique (avec de nombreuses illustrations)
- La tenderie aux vanneaux, chasse traditionnelle autorisée et pratiquée uniquement dans les Ardennes.
- Le loup dans la toponymie des Ardennes;
- Loup, y étais-tu?

avec, en prime, une bande dessinée "Casimir la Bricole".

80 pages 36 F - Editions de la F.O.L. 21 Rue Hachette BP 71 08002 Charleville-Mézières.

Monde Ouvrier 1937—1957

Une presse libre pour des temps difficiles

Les cahiers du G.R.M.F. (Groupement pour la Recherche sur les Mouvements Familiaux) consacrent leur quatrième numéro à l'histoire de l'hebdomadaire populaire: Monde Ouvrier.

Cet hebdomadaire chrétien devant servir la cause du monde ouvrier, traita aussi bien les conditions de travail que la vie dans les quartiers, la famille ou les loisirs. Il prit de suite position pour la paix, la question coloniale avec, bien sûr,comme toile de fond, la conquête chrétienne du milieu familial et ouvrier. Le succès de Monde Ouvrier est incontestable puisqu'il va tirer jusqu'à plus de 200 000 exemplaires dans les années 50 grâce, en partie, à l'enthousiasme de ses diffuseurs. L'hebdomadaire de la famille et du travail deviendra l'hebdomadaire du peuple à la libération, sans avoir toutefois cessé de paraître sous l'occupation. Ses prises de position politiques vont provoquer un éclatement de ses responsables en 1951...

Un volume de 256 pages illustré : 85 F

GRMF 3 hameau des lacs Forest-sur-Marque 59510 HEM

Salon à la belle époque

par Raymond Jaussaud.

L'auteur, Raymond Jaussaud (fidèle lecteur de notre revue), est un écrivain régionaliste qui habite Salon-de-provence. Il était donc normal pour lui, d'écrire un ouvrage sur sa ville qu'il connaît et aime bien. Il a choisi de nous faire découvrir la vie salonaise de 1900 à 1914. Aussi a-t-il dépouillé avec minutie toutes les archives, ainsi que les registres des délibérations et de réunions et autres compte-rendus. De ce travail ardu, il a su réaliser un ouvrage serieux, d'où l'humour n'est pas exclu. La vie agricole et industrielle, les conflits sociaux et la politique, la vie associative, la mutation technique (électricité, automobile, aviation..),le tremblement de terre, la mort de mistral et le départ pour la guerre y sont évoqués avec réalisme. Agrémenté de nombreuses reproductions de cartes postales (la carte postale illustrée n'est-elle pas le meilleur témoin de la vie en ce début de siècle?), cet ouvrage complet de 233 pages est présenté dans une belle reliure toile due aux éditions Jeanne Lafitte de Marseille. Nous ne saurions trop conseiller la lecture de ce livre à nos lecteurs amoureux de la Provence ou de la "Belle époque". Nous partageons l'avis de Régis Bertrand de la revue Impressions du Sud lorsqu'il écrit: "(Cet ouvrage) mériterait de figurer dans de nombreuses bibliothèques car il peut être lu avec profit par quiconque s'intéresse aux premières décennies de notre siècle et à ses mutations, et le recul du temps le rendra plus précieux encore".

S'adresser à Raymond Jaussaud "La joussaleto" 98 chemin de beaulieu 13300 Salon-de provence.

Saint-Felix de Sorgues, une communauté rouergate sous Louis XIV

par Jean Laroze.

Un autre de nos lecteur, écrivain régionaliste, le Docteur Jean Laroze, nous a fait parvenir la monographie qu'il a consacrée à la vie de ce village sous Louis XIV. A partir d'abondantes archives dont il a pu disposer, le Docteur Laroze a construit son étude avec un maximum de rigueur et d'objectivité.

Ce modeste village du Rouergue qui fut jadis chef-lieu d'une Commanderie de Chevaliers de Malte, avait adhéré à la Réforme dès les premières années de son

implantation dans le Rouergue.

Cet ouvrage constitue un document de travail pour tous ceux qui s'intéressent aussi bien à l'histoire du Rouergue qu'à la situation socio-économique de la France au 17e Siècle

344 pages avec cartes et plans 100 F

s'adresser au Dr Jean Laroze, 30 Rue Boudard 34500 Béziers

SOU'AL

Nous relevons dans le sommaire:

- Dossier sur certains aspects occultes de F.L.N. en France
- La place du mouvement ouvrier dans la construction de l'Etat-Nation Turc (1919-1939)

175 pages 75 F

SOU'AL 14 rue de Nanteuil 75015 Paris

Le Mouvement Social

N° 141 octobre-décembre 1987

Numéro consacré aux Prud'hommes au 19ème et 20ème siècle. Sous la direction d'Alain Cottereau

154 pages 57 F

Editions Ouvrières 12, Avenue Soeur-Rosalie 75621 Paris cedex 13

Envol

Journal d'action laïque de l'Ardèche

Nous remercions la Rédaction d'Envol pour la publicité gratuite qu'elle nous a accordée dans son numéro 396. Nous y relevons, entre autres, dans la rubrique "Chronique des années 1789": L'Edit de tolérance de novembre 1787; la lente accession des protestants à l'égalité des droits, par Maurice Boulle. A propos du bicentenaire, l'Editorialiste remarque: "... Ce retour sur le passé, avec recherche de documents et examens contradictoires des évènements, doit enrichir notre expérience de l'action sociale, civique, culturelle. Tant mieux si, le chemin faisant, de nouveaux progrès apparaissent, ou se précisent de plus en plus clairement, nécessaires et réalisables. Ce n'est sans doute pas le voeu de tout le monde. C'est le nôtre". Et le nôtre aussi.

BP 129 Privas Cedex - 8 F

ATD QUART MONDE

Grande pauvreté et solidarité
18,19,20 février, Paris.

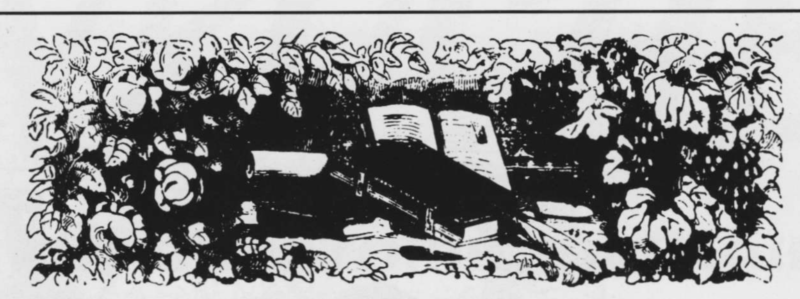
Plus de 150 livres rassemblés sur ce thème. Des auteurs signeront leurs ouvrages et dialogueront avec les visiteurs. En soirée, 3 débats publics passionnants et passionnés, compte tenu des sujets :

le 18 : Comment situer la grande pauvreté dans la dynamique des Droits de l'Hommes ?

le 19 : Quelle est la place des plus pauvres dans l'Histoire ?

le 20 : A quelles solidarités provoque la grande pauvreté ?

Ces journées auront lieu à la Maison Quart Monde, 33, rue Bergère, 75009 Paris.



Librairie Floréal

Amis lecteurs,

Nous avons besoin, pour des raisons de trésorerie, de réaliser un maximum de ventes sur certains livres qui nous restent en stock, et qui sont en voie d'épuisement. Nous vous les proposons à des conditions particulièrement intéressantes. Merci, pour les nombreuses commandes que nous avons déjà reçues.

La Révolution culturelle de l'An II
par S. Bianchi (Editions Aubier)
320 pages, illustré — **45 F.**

Les Paysans : les républiques villageoises de l'An mil au 19e siècle
par H. Luxardo (Editions Aubier)
256 pages, illustré — **30 F.**

Rase Campagne
La fin des communautés paysannes 1830-1914 par H. Luxardo
(Editions Aubier)
256 pages, illustré — **40 F.**

La Guerre détraquée (1940)
par Gilles Ragache (Editions Aubier)
256 pages, illustré — **40 F.**

Contrebandiers du sel
par Bernard Briais
La vie des faux-sauniers au temps de la gabelle
(Editions Aubier)
288 pages, illustré — **50 F.**

Les Grandes Pestes en France
par Monique Lucenet
(Editions Aubier)
288 pages, illustré — **55 F.**

Le Coup d'Etat du 2 décembre 1851
par L. Willette (Editions Aubier)
256 pages, illustré — **30 F.**

Luttes ouvrières - 16e/20e siècle
ouvrage collectif (Editions Floréal)
160 pages — **20 F.**

Courrières 1906 : crime ou catastrophe ?
ouvrage collectif (Editions Floréal)
150 pages — **20 F**

Les années munichoises (1938/1940)
Les événements depuis les accords de Munich à la reddition de Rethondes
256 pages — **20 F.**

La France de 68
par G. Ragache et A. Delale
(Editions du Seuil)
L'ouvrage de référence sur les événements de 68
240 pages, 400 illustrations et cartes — **125 F.**

L'Expédition de Miranda
par le Dr F. Dalencour
Francisco de Miranda et Alexandre Petion, précurseurs du panaméricanisme, pendant la Révolution
326 pages, illustré — **50 F.**

Le Trafic de piastres
par Jacques Despuech
Une des causes de la guerre d'Indochine
Un scandale qui coûta cher à la France. (avec documents)
186 pages + 44 planches — **30 F.**

Vigiles de l'esprit
par Alain
264 pages — **20 F.**

C'est nous les canuts
par Fernand Rude
Sur l'insurrection lyonnaise de 1831
286 pages — **25 F.**

La Fosse aux filles (roman)
par Alexandre Kouprine
Les maisons de tolérances en Russie
322 pages — **20 F.**

Le Roman de la matière
par Albert Ducrocq
La somme des connaissances humaines qui ont permis de découvrir que la terre et la vie ne pouvaient pas ne pas naître.
302 pages (index) — **30 F**

N° 10 Revue Esprit octobre 1968 : Le Partage du savoir
Projet de réforme à la suite des événements de mai-juin.
448 pages — **20 F.**

Objecteurs, insoumis, déserteurs
par Michel Auvray
L'Histoire des réfractaires en France.
440 pages — **60 F.**

Pour la jeunesse :

La Chevalerie
par Claude Ragache
illustré par Francis Phillips
225 × 285 48 pages illustrées — **59,50 F**

L'Egypte
par Alain Quesnel
illustré par J.-M. Ruffieux et J.J. et Y. Chagnaud
225 × 285 48 pages illustrées — **59,50 F**



« Par elle on obtient tout, on sait tout, on fait tout;
C'est la grande encyclopédie.

Le Charlatan.

Sur le Pont-Neuf, entouré de badauds,
Un charlatan criait à pleine tête :
Venez, messieurs, accourez faire emplette
Du grand remède à tous les maux :
C'est une poudre admirable
Qui donne de l'esprit aux sots,
De l'honneur aux fripons, l'innocence aux coupables,
Aux vieilles femmes des amants,
Aux vieillards amoureux une jeune maîtresse,
Aux fous le prix de la sagesse,
Et la science aux ignorants.
Avec ma poudre, il n'est rien dans la vie
Dont bientôt on ne vienne à bout :
Par elle on obtient tout, on sait tout, on fait tout ;
C'est la grande encyclopédie.
Vite je m'approchai pour voir ce beau trésor....
C'était un peu de poudre d'or.